

TEBBOUNE EN VISITE D'ETAT EN SLOVÉNIE

BOOSTER LA COOPÉRATION BILATÉRALE

Page 3

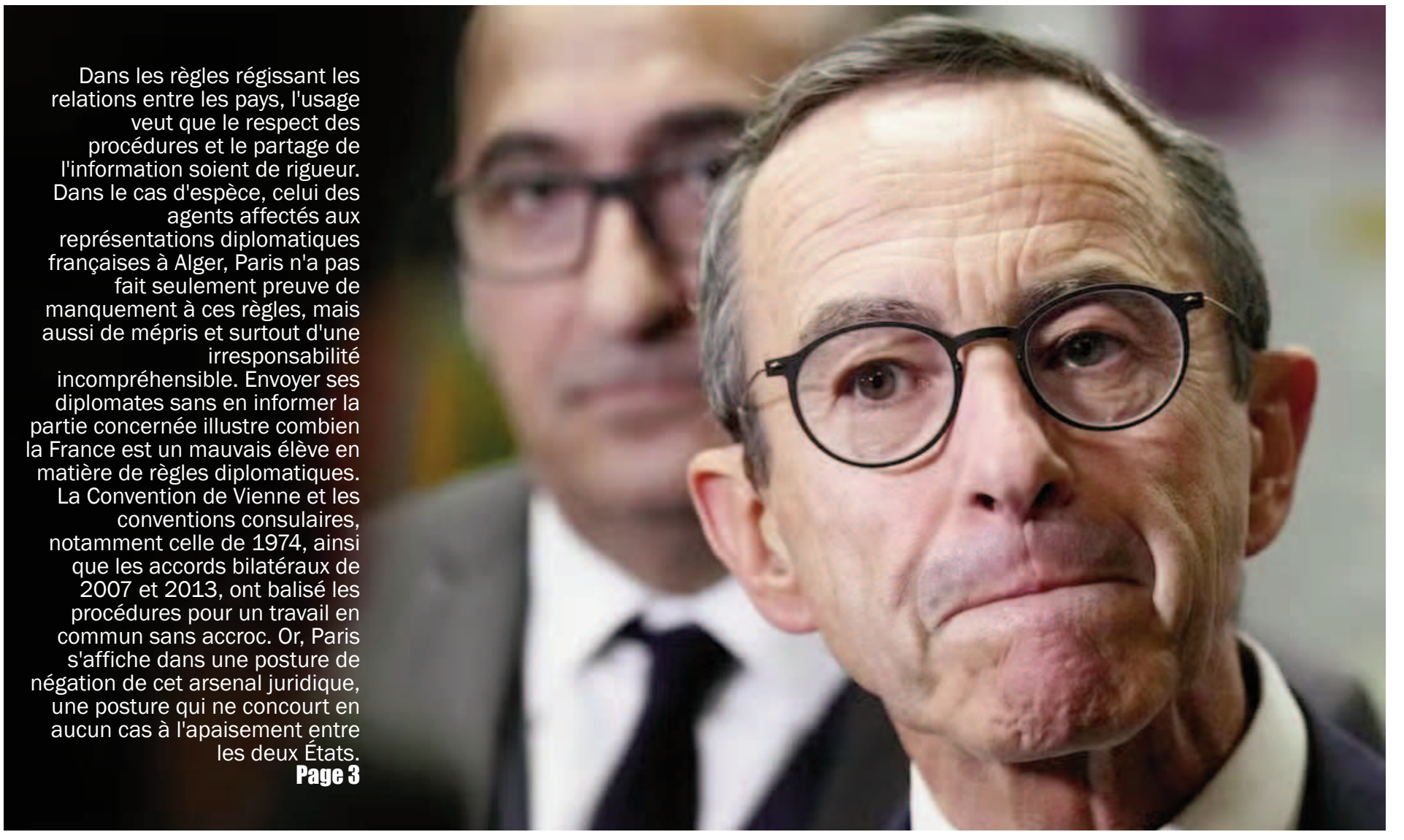
LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8187 MARDI 13 MAI 2025
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

BEM ET BAC BLANCS

Dernière ligne droite

Page 2

VIOLATIONS DES RÈGLES RÉGISSANT LES DEUX PAYS
PARIS MAUVAIS ELEVE EN DIPLOMATIE



Dans les règles régissant les relations entre les pays, l'usage veut que le respect des procédures et le partage de l'information soient de rigueur. Dans le cas d'espèce, celui des agents affectés aux représentations diplomatiques françaises à Alger, Paris n'a pas fait seulement preuve de manquement à ces règles, mais aussi de mépris et surtout d'une irresponsabilité incompréhensible. Envoyer ses diplomates sans en informer la partie concernée illustre combien la France est un mauvais élève en matière de règles diplomatiques. La Convention de Vienne et les conventions consulaires, notamment celle de 1974, ainsi que les accords bilatéraux de 2007 et 2013, ont balisé les procédures pour un travail en commun sans accroc. Or, Paris s'affiche dans une posture de négation de cet arsenal juridique, une posture qui ne concourt en aucun cas à l'apaisement entre les deux États.

Page 3

FINANCE ISLAMIQUE

Pour une meilleure vulgarisation

Page 4

ALGÉRIE NUMÉRIQUE 2030

Les grandes lignes de la stratégie nationale

Page 5

LUTTE CONTRE LE NARCOTRAFIC

La protection des mineurs renforcée

Page 6

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

MÉMOIRE SAVANTE
L'université interpellée

LE MINISTRE des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a appelé hier depuis Tissemsilt à une implication plus active de l'Université algérienne dans la recherche autour des grandes figures savantes du pays, soulignant leur rôle central dans la construction d'une mémoire intellectuelle nationale et islamique.
S'exprimant à l'ouverture de la 2e édition du Colloque international dédié à Ahmed Benyahia El-Wancharissi, le ministre a insisté sur la nécessité de « renforcer l'intérêt scientifique pour les érudits algériens et leurs œuvres », citant en exemple ce théologien et juriste malikite dont l'ouvrage phare Al-Mi'yar continue d'influencer la pensée islamique.
Dans un contexte marqué par les tentatives de remise en question des fondements de la religion musulmane, Belmehdi a exhorté les chercheurs et universitaires à mener des études rigoureuses sur les grandes figures du patrimoine religieux algérien. Il a souligné que « les savants comme El-Wancharissi doivent être érigés en références pour les générations futures », contribuant ainsi à affirmer le rôle historique et spirituel de l'Algérie dans le monde musulman.
Le ministre a plaidé pour une synergie entre les établissements universitaires, la famille révolutionnaire et les médias, afin de mettre en valeur les personnalités et les hauts faits de l'histoire nationale. « Chaque parcelle de notre terre est marquée par le souvenir d'un martyr, d'un saint ou d'un érudit », a-t-il rappelé.
Présent à cette rencontre, le wali de Tissemsilt, Bouzaid Fethi, a, pour sa part, salué l'héritage doctrinal et intellectuel laissé par Ahmed Benyahia El-Wancharissi, le qualifiant de «référence incontournable du fiqh malikite», dont les travaux méritent une exploration plus approfondie par la communauté académique.
Organisé par l'Université de Tissemsilt, qui porte le nom du savant, en collaboration avec l'Université d'Oran 2 et le Haut Conseil Islamique (HCI), ce colloque international de deux jours rassemble des chercheurs d'Algérie et de l'étranger. En présentiel ou par visioconférence, les intervenants explorent l'apport d'El-Wancharissi à la pensée juridique, politique et sociale de l'islam, en mettant en lumière ses contributions à la formation des générations d'oulémas et à la diffusion du rite malikite à Tlemcen et au-delà.

Hamid B.

BEM ET BAC BLANCS
Dernière ligne droite

Les examens blancs du brevet d'enseignement moyen (BEM) et du baccalauréat, ainsi que l'évaluation des acquis au primaire ont débuté, avant- hier, à travers le territoire national. Un moment-clé pour mesurer les connaissances et préparer psychologiquement les candidats, qui sont mis dans les mêmes conditions de l'examen officiel, et ce, afin de les préparer au jour J.



Quelques semaines nous séparent des dates des examens officiels, prévus à partir du 1er juin pour le BEM et du 15 juin pour le bac. Et pour se préparer au mieux à ces examens nationaux, les élèves inscrits en 3e année secondaire et en 4e année moyenne ont entamé, dès dimanche, les épreuves des examens blancs, qui sont d'une grande importance dans la mesure où cette session reste une bonne préparation avant le jour J. Les élèves de 5e année primaire devraient se pencher, quant à eux, sur l'examen d'évaluation des acquis, qui va se dérouler sur trois jours.
Les examens blancs ne sont pas de simples simulations. Pour Yazid Bouanane, chargé de communication du Conseil national autonome des directeurs de lycées (CNADL), ils constituent « une halte évaluative essentielle », permettant à toutes les parties prenantes — enseignants, administrateurs, parents — de jauger le niveau réel des élèves. « C'est l'occasion pour les élèves d'évaluer leur compréhension, de corriger leurs lacunes et d'améliorer leur méthodologie avant les épreuves décisives », explique-t-il.
Autre élément favorable : l'avancement notable dans les programmes cette année. Selon Bouanane, cela offre un temps de révision plus conséquent et facilite l'accompagnement des élèves en difficulté.
Il faut dire qu'à l'approche des examens, le stress monte chez de nombreux élèves. Pour cette raison, Yazid Bouanane insiste également sur la nécessité d'un accompagnement éducatif et psychologique. « Les conseillers d'orientation, en coordination avec les enseignants et les parents doivent intervenir pour aider les élèves à gérer leur stress et organiser leur temps de révision efficacement », a-t-il affirmé.
Du côté du cycle primaire, l'évaluation des acquis revêt elle aussi une importance capitale. Djamila Khiar, présidente de la Fédération nationale des associations de parents d'élèves, souligne que cette phase permet de faciliter la transition vers le collège. « Elle aide à détecter les faiblesses spécifiques à chaque élève et les corriger avant l'entrée en première année moyenne, un cycle plus exigeant du point de vue pédagogique », précise-t-elle.
Cette démarche vise également à limiter les risques d'échec scolaire dès la première année du cycle moyen, notamment en s'adaptant aux nouveaux rythmes et à la multiplicité des enseignants.
Pour Fouaz Madkour, responsable de la communication du Syndicat des Conseils des lycées algériens (CLA), les examens blancs permettent aux élèves de se familiariser avec les conditions réelles des examens finaux. « L'ambiance est quasiment identique à celle des épreuves officielles, ce qui permet aux candidats de s'y adapter progressivement, loin de la pression de la dernière minute », indique-t-il.
Il appelle d'ailleurs les élèves à prendre ces examens blancs avec sérieux : « Ce sont des étapes-clés pour gagner en confiance, évaluer sa stratégie de révision et se mettre en condition pour juin. »
Les examens officiels approchent à grands pas, le BEM est prévu du 1er au 3 juin, tandis que les épreuves du bac se dérouleront du 15 au 19 juin. Les prochaines semaines s'annoncent donc intenses pour les élèves, les enseignants et les familles, tous mobilisés pour réussir cette ultime ligne droite.

Lynda Louifi

EXAMENS DE FIN D'ANNÉE
L'école en ordre de bataille

À QUELQUES semaines des examens scolaires nationaux, le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, a ordonné aux directeurs de l'éducation de finaliser tous les préparatifs logistiques, matériels et humains pour assurer une organisation irréprochable des épreuves. Il a également appelé au lancement d'une campagne nationale de sensibilisation pour lutter contre le jet massif de cahiers par les élèves en fin d'année.
Ces instructions ont été données lors d'une visioconférence nationale dirigée depuis le siège du ministère à Alger et qui a vu la participation de cadres de l'administration centrale, du Bureau national des examens et concours (ONEC), ainsi que des responsables locaux, a indiqué un communiqué du ministère. Chaque directeur de l'éducation a présenté un rapport détaillé sur les mesures prises pour garantir le bon déroulement des examens, tant sur le plan matériel, que logistique et humain.
Le ministre a, à cet effet, exhorté les responsables à intensifier les visites de terrain et à s'assurer personnellement de la conformité des centres d'examen avec les exigences du guide officiel d'organisation des examens. Il a également insisté sur la nécessité de vérifier le bon fonctionnement de tous les équipements mobilisés et de maintenir une coordination continue avec les walis, afin de prendre en charge d'éventuels besoins qui dépassent les prérogatives des directions de l'éducation.
En parallèle, M. Saâdaoui a abordé un sujet de plus en plus préoccupant en fin d'année scolaire : le phénomène du déchirement et du jet de cahiers devant les établissements. En coordination avec l'Observatoire national de la société civile, le ministère lance une campagne de sensibilisation visant à inciter les élèves à préserver l'environnement scolaire et remettre leurs cahiers usagés aux établissements pour qu'ils soient recyclés.
Le ministre a ordonné de veiller à la réussite d'une campagne de sensibilisation destinée aux élèves, visant à lutter contre ce phénomène, précisant que cette initiative vise à accompagner les élèves et de renforcer leur conscience face à certains comportements négatifs, étrangers à l'école algérienne.
Le ministre a insisté sur l'importance de sensibiliser les élèves à préserver la propreté des établissements et de leur environnement, et à remettre leurs cahiers usagés à l'administration de l'école au lieu de les jeter ou de les déchirer. Pour ce faire, les directeurs des établissements scolaires sont appelés à réserver une salle dédiée à la collecte des cahiers récupérés, afin que l'entreprise publique de recyclage puisse les récupérer et les traiter, conformément à un accord signé avec le ministère de l'Environnement. De son côté, l'Observatoire mobilisera des acteurs de la société civile autour des établissements afin de renforcer le message auprès des élèves et de leurs familles.
Enfin, le ministre est revenu sur les retards accumulés dans la réalisation de certaines infrastructures scolaires, constatés lors de ses récentes visites dans plusieurs wilayas. Il a rappelé l'importance de respecter les dispositions du décret exécutif n°10-04 du 4 janvier 2010, relatif à la planification et au contrôle de la carte scolaire. Il a souligné que de nombreux projets échouent à être enregistrés ou réalisés à cause de l'absence de terrains adéquats. Pour remédier à cette situation, les directions de l'éducation sont désormais tenues de coordonner en amont avec les services compétents, afin de garantir la viabilité des terrains et d'accélérer le processus de validation et de lancement des projets.

Lynda Louifi

TEBBOUNE EN VISITE D'ETAT EN SLOVÉNIE

Booster la coopération bilatérale

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a entamé hier une visite d'Etat en République de Slovénie, à l'invitation de son homologue slovène, Natasa Pirc Musar. Cette visite se veut une occasion d'approfondir davantage la concertation politique sur la coopération bilatérale ainsi que sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun.





Cette dynamique dans les relations bilatérales s'est traduite par l'ouverture, depuis peu, de deux ambassades dans les capitales des deux pays ainsi que par la multiplication des échanges de visites de haut niveau. Ces dernières années, les relations algéro-slovènes ont connu un bond significatif, tant sur le plan politique qu'économique.
Sur les questions internationales, les deux pays ont une totale convergence de vues dans les débats au sein du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, étant donné qu'ils y siégeaient en tant que membres non permanents. Cette convergence fut caractérisée par le soutien à la cause palestinienne, appelant à cesser la guerre d'extermination menée par l'armée israélienne dans la bande de Gaza. Les deux pays ont mené ensemble, au sein des instances onusiennes, une action commune forte et soutenue pour défendre des valeurs universelles de paix et de progrès, et le respect du droit international.
La Slovénie fait partie des quelques pays européens qui reconnaissent l'indépendance et la souveraineté de l'Etat palestinien. A ce propos, lors de sa visite en septembre dernier en Algérie, la présidente de l'Assemblée nationale de Slovénie, Urska Klakocar Zupancic, avait affirmé que l'Algérie et son pays défendaient les mêmes valeurs et se soutenaient mutuellement, dans le cadre de leur mandat au Conseil de sécurité de l'ONU, soulignant que les deux pays partagent les mêmes idées quant au respect et aux liens de solidarité.
Les deux pays ont également mis à profit leur mandat onusien en exigeant de l'ONU l'application stricte des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité sur de nombreux dossiers internationaux. Les deux pays affichent aussi une position unifiée et un soutien aux efforts du secrétaire général des Nations unies et de son envoyé personnel pour parvenir à un règlement
juste, durable et définitif de la question du Sahara occidental, dans le cadre du respect du principe du droit des peuples à l'autodétermination, un principe essentiel et d'une importance historique pour les deux pays.
L'entente entre l'Algérie et la Slovénie a notamment été remarquée lors des débats sur des conflits de par le monde, comme au Soudan, au Congo démocratique, mais aussi sur des questions humanitaires, comme la famine qui sévit dans plusieurs régions en Afrique. Sur le plan économique, les relations bilatérales ont également été marquées par la signature de nombreux accords économiques et commerciaux, notamment dans le secteur de l'énergie. Les deux parties ont conclu un accord pour approvisionner la Slovénie en gaz naturel liquéfié et bénéficier du gazoduc reliant l'Algérie à l'Italie.
Ces relations bilatérales ont connu ces dernières années une évolution notable et une dynamique positive, impulsées par une volonté commune de renforcer leur coopération bilatérale et multilatérale.

Hachemi B.

VIOLATIONS DES RÈGLES RÉGISSANT LES DEUX PAYS

Paris mauvais élève en diplomatie

DANS les règles régissant les relations entre les pays, l'usage veut que le respect des procédures et le partage de l'information soient de rigueur. Dans le cas d'espèce, celui des agents affectés aux représentations diplomatiques françaises à Alger, Paris n'a pas fait seulement preuve de manquement à ses règles, mais de mépris et surtout d'une irresponsabilité incompréhensible. Envoyer ses diplomates sans en informer la partie concernée illustre combien la France est un mauvais élève en matière de règles diplomatiques. La Convention de Vienne et les conventions consulaires, notamment celle de 1974, ainsi que les accords bilatéraux de 2007 et 2013, ont balisé les procédures pour un travail en commun sans accroc. Or, Paris s'affiche dans une posture de négation de cet arsenal juridique, une posture qui ne concourt en aucun cas à l'apaisement entre les deux États.
Les autorités algériennes ont exigé, lors de la rencontre de ce dimanche au ministère des Affaires étrangères, que le Chargé d'affaires de l'Ambassade de France Gilles Bourbao qu'il procède immédiatement à leur retour en France rapatriement. Alger a fait part au diplomate français son mécontentement face aux manquements constatés dans l'affectation des diplomates et consuls français, notamment le fait que quinze agents aient été envoyés sans que les procédures officielles de notification et d'accréditation, prévues par les conventions internationales, aient été respectées.
Ces affectations non conformes, soulignent les services compétents algériens, concernent des agents précédemment détenteurs de passeports de service, qui ont ensuite été dotés de passeports diplomatiques, facilitant ainsi leur entrée en Algérie. Parmi ces agents, deux travaillent pour le Ministère français de l'Intérieur et sont soupçonnés de remplacer partiellement ceux récemment déclarés persona non grata.
La convocation de ce diplomate français intervient dans un contexte déjà tendu. Depuis plusieurs mois, les autorités françaises ont fait face à des demandes d'accréditation de ressortissants algériens, notamment des Consuls Généraux et des Consuls, qui attendent toujours une réponse, parfois depuis plus de cinq mois. Le contraste avec le traitement réservé aux agents français, qui semblent bénéficier d'un traitement accéléré, n'a pas manqué de choquer Alger.
L'Algérie n'a pas tardé à réagir. En conséquence, les autorités ont exigé le rapatriement immédiat de l'ensemble des agents concernés. Cette décision pourrait aggraver davantage les tensions entre les deux pays, déjà marquées par des différends diplomatiques et des tensions internes, notamment autour de la question des visas et des échanges entre les deux gouvernements.
Il est à noter que cette démarche survient alors que plusieurs ressortissants algériens, titulaires de passeports diplomatiques, se sont vus refuser l'accès au territoire français, accentuant encore les doutes sur l'équité des relations diplomatiques entre Alger et Paris.
Il convient de rappeler qu'à la mi-avril 2025, l'Algérie avait déjà pris une décision en ordonnant l'expulsion, sous 48 heures, de douze agents français affectés à l'Ambassade et aux Consulats de France en Algérie, tous relevant du ministère français de l'Intérieur. Selon un communiqué du ministère des affaires étrangères, cette mesure faisait suite à l'arrestation qualifiée de « spectaculaire et ostentatoire » d'un agent consulaire algérien accrédité en France, interpellé publiquement par les services du ministère de l'Intérieur français le 8 avril 2025.

Meriem Djouder

ALGÉRIE - SLOVÉNIE

Renforcer le partenariat économique

AXÉE principalement sur le secteur de l'énergie, la coopération bilatérale entre l'Algérie et la Slovénie devrait être consolidée et diversifiée, à la faveur de la visite d'Etat qu'effectue le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans ce pays. En plus des relations politiques entre Alger et Ljubljana, il sera sans doute question du renforcement de la coopération économique entre les deux pays, dont le rapprochement a été enclenché, depuis 2022, avec un accord sur la livraison du gaz algérien à la Slovénie.
La volonté commune de consolider la relation bilatérale dans divers domaines a, en effet, été exprimée lors de la visite qu'avait effectuée en Slovénie le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, au mois de septembre 2024, lequel s'était entretenu avec son homologue slovène, Tanja Fajon. La visite a alors été ponctuée par la signature d'une déclaration commune mettant en avant la volonté des deux pays d'approfondir leur coopération dans tous les domaines.
Les deux parties ont ainsi mis l'accent sur l'importance de continuer à développer et à approfondir leurs relations bilatérales dans de multiples secteurs, à l'instar de l'énergie, de l'intelligence artificielle, de la numérisation, s'engageant également à explorer de nouvelles pistes de coopération qui profiteront aux deux pays. C'est dans le secteur de l'énergie que la coopération bilatérale a été renforcée les années précédentes. Les deux pays ont, en effet, signé un accord sur la fourniture de gaz naturel entre le Groupe Sonatrach et la société Geoplin. Il avait alors été convenu que Ljubljana recevrait 300 millions de mètres cubes de gaz algérien par an à partir de janvier 2023, à même de couvrir un tiers de sa consommation domestique.
La coopération économique a été, par la suite, renforcée entre les deux pays au mois de mai 2024, à l'occasion de la visite qu'avait effectuée le Premier ministre de la République de Slovénie, Robert Golob, en Algérie. Plusieurs accords de coopération avaient été signés, à l'instar du contrat de partenariat entre la compagnie Sonatrach et la compagnie slovène Geoplan, visant l'augmentation, dès 2026, des livraisons de gaz vers la Slovénie. Les deux parties ont convenu d'une augmentation des livraisons de gaz naturel de l'ordre de 200 millions de m3 par an à partir de 2026, qui viendront s'ajouter aux 300 millions de m3 ayant déjà fait l'objet d'un accord précédent. Un mémorandum d'entente a également été signé entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et le ministère slovène de la Transition numérique en matière d'intelligence artificielle. Avec un PIB de 63 951,2 millions d'euros et un PIB par habitant le plus élevé par rapport aux autres pays d'Europe centrale, la Slovénie est considérée comme un modèle de succès économique et de stabilité pour ses voisins de l'ancienne Yougoslavie, mais aussi un pays qui a achevé avec succès sa transition économique. Beaucoup de voies de partenariat peuvent s'ouvrir entre l'Algérie et la Slovénie dans divers secteurs, à l'instar de l'industrie, de l'électronique, de la pharmacie, de l'électroménager et des services constituant les principales exportations du pays, qui dispose d'une économie très orientée vers l'exportation.

Lilia A. A.

LA BANK ABC ALGÉRIE SOULIGNE LE RÔLE PIVOT DES MÉDIAS SPÉCIALISÉS

Pour une meilleure vulgarisation de la finance islamique

L'importance d'un média économique spécialisé dans la vulgarisation de la finance islamique, considérée comme l'une des réponses à des enjeux contemporains majeurs tels que l'inclusion financière, a été mise en exergue, hier, à l'occasion d'une session de formation destinée aux journalistes, organisée par la Bank ABC Algérie.

Intervenant à l'ouverture de cette session de formation, le directeur général de ABC Bank, Djawed Saakr, a d'emblée souligné l'importance de la vulgarisation de la finance islamique, notamment dans un monde en constante mutation. «La vulgarisation de la finance islamique permet chaque jour à des milliers de citoyens de mieux comprendre leur environnement économique, de s'approprier les outils financiers et de faire des choix éclairés», a-t-il déclaré, mettant en avant le rôle des médias. «Votre mission d'éducation économique est plus que jamais essentielle», a-t-il lancé à l'adresse des journalistes, signalant l'engagement de sa banque pour le développement de la finance islamique.

«Chez Bank ABC, nous croyons profondément à la valeur de l'inclusion financière et à l'importance de mettre à disposition des solutions adaptées à tous les profits de clients, en particulier à travers le développement de la finance islamique pour une plus ample diversification», a précisé le même responsable, avouant que le secteur reste «encore jeune et parfois méconnu, mais est porteur de perspectives pour une large partie de la population».

Cette journée de formation est, selon lui, une occasion de partager les fondamentaux, les enjeux mais



également les ambitions de la finance islamique en Algérie. L'objectif de la formation est, en effet, de renforcer les connaissances des journalistes spécialisés en économie sur ce modèle financier, conforme aux préceptes de la charia islamique.

La finance islamique constitue un segment spécifique et croissant de l'économie mondiale, laquelle repose sur des principes qui interdisent le «riba» ou ce qu'on appelle les intérêts sur les prêts bancaires, la spéculation excessive et les investissements dans des secteurs considérés comme illicites. Elle privilégie le partage des risques et des profits, la transparence contractuelle et l'investissement productif.

Ce système financier s'appuie essentiellement, sur deux instruments de financement, à savoir les contrats de vente (Mourabaha, Ijara Salam et Istisna'a) et les contrats de financement participatifs (Moucharaka et la Moudharaba), impliquant un partenariat entre la banque et le client.

LE GRAND APPORT DE LA FINANCE ISLAMIQUE

C'est le responsable du département finance islamique chez Bank ABC Algérie, Mehdi Lakel, qui a assuré cette formation. Il a indiqué que cette finance s'appuie également sur les mécanismes de la takaful (assurance islamique), qui est un système coopératif basé sur le principe de la solidarité entre les membres.

Soulignant le rôle important des médias dans la vulgarisation de ce modèle financier, il a estimé que la réussite de la finance islamique ne dépend pas uniquement de l'offre bancaire, mais surtout d'une prise de conscience collective. Signalant le fait que les journalistes économiques contribuent à l'éducation financière du grand public, il a affirmé que la finance islamique représente l'une des réponses à des enjeux contemporains majeurs, tels que l'inclusion financière, la justice sociale et le financement des petites entreprises, lesquelles sont souvent marginalisées dans les circuits bancaires conventionnels.

Elle offre aussi, a-t-il expliqué, des opportunités réelles pour le développement de secteurs névralgiques, tels l'habitat, l'agriculture et l'énergie renouvelable, par le truchement de plusieurs instruments, dont l'ijara (location avec promesse de vente), les soukuk, ou le waqf (fonds de dotation).

NOUVEAUX GUICHETS ET PRODUITS

Le cas de l'Algérie a été principalement à l'ordre du jour de cette rencontre. Le développement graduel de la finance islamique a été ainsi exposé. En plus d'être soutenu par un cadre réglementaire plus clair, notamment le règlement 02/20 du 15/03/2020, le développement de cette finance a été soutenue par la création de guichets islamiques au sein des banques publiques et privées.

Un mode de financement qui suscite un intérêt croissant du public, a-t-on indiqué, soulignant cependant la nécessité d'un accompagnement médiatique plus dynamique. « Les médias doivent devenir la boussole guidant le public vers une compréhension profonde, suscitant d'abord l'intérêt, puis la confiance, et enfin l'adhésion à des services financiers justes et responsables», a affirmé l'expert de la banque.

Cette rencontre a été, en outre, une occasion pour la Bank ABC Algérie d'annoncer ses perspectives. Avant la fin de 2025, elle ouvrira trois nouveaux guichets décentralisés à Constantine, Sidi Bel Abbès et Mostaganem, portant à quinze le nombre de points de contact sur l'ensemble du territoire national. Parallèlement, la banque enrichit son offre de produits de financement en lançant la formule « Alburaq Soukna, Aménagement Ijara», relatif à l'aménagement et rénovation de maison, ainsi que de nouvelles solutions dédiées aux services, à savoir omra/hadj, voyages touristiques, études et service médical.

Le DG de Bank ABC Algérie, qui est actif en Algérie depuis 1998, a par ailleurs fait part de la hausse de la part de marché de la finance islamique, affirmant qu'une progression de 12 % a été enregistrée.

Lilia Aït Akli

SYMPOSIUM SUR L'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE ET L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Le potentiel solaire et éolien de l'Algérie mis en avant

LA TRANSITION et l'efficacité énergétiques étaient au cœur des débats tenus lors du 7e Symposium national de l'économie de d'énergie et de l'efficacité énergétique (SNEE7), organisé à Oran.

A cette occasion, le président-directeur général du «Cluster Green Energy Algeria», Boukhalta Yaici, a présenté une communication intitulée «Développement des énergies renouvelables : point, étapes et opportunités d'investissement», au cours de laquelle il a mis l'accent sur l'importance stratégique de la transition énergétique en Algérie.

L'Algérie, a-t-il indiqué, dispose d'un potentiel solaire et éolien considérable, encore largement sous-exploité, qui pourrait attirer de nombreux investisseurs nationaux et étrangers. B

oukhalta Yaici a également évoqué les progrès réalisés dans le secteur, tout en reconnaissant que de nombreux défis subsistent, notamment en matière de financement, de formation de la main-d'œuvre qualifiée et d'accès au réseau électrique.

A ce propos, il a encouragé la création de partenariats entre les startups locales et les entreprises internationales, afin de favoriser le transfert de technologie et le développement de solutions innovantes adaptées au contexte algérien.

Pour sa part, le Directeur opération formation et communication de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), Moussaoui Tahar, a présenté une communication sur « le Programme national de maîtrise de l'énergie (PNME) et focus sur la plateforme PDIP «.

Dans ce contexte, il a rappelé que les inscriptions pour bénéficier des aides financières de l'Etat, dans le cadre du nouveau Programme national de maîtrise de l'énergie (PNME) ont été ouvertes, à la fin de l'année 2024, via la plateforme numérique de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE).

Ce programme vise, selon la même source, les secteurs les plus énergivores, notamment l'industrie, le transport et le bâtiment, avec un programme spécifique pour chacun de ces secteurs.

Il convient de relever que trois panels étaient programmés au symposium, sur les thèmes «Etat de la transition énergétique entre programme ENR et PNME», «Transition énergétique et changement climatique» et «efficacité énergétique, un pilier de la transition énergétique», les intervenants, des experts dans le domaine de l'énergie et des énergies renouvelables, ont mis en avant les efforts de l'Etat en matière d'efficacité et de transition énergétiques, tout en traçant les perspectives.

Hamid B.

PLATEFORME NUMÉRIQUE DE L'APRUE

Engouement pour la conversion des véhicules au GPL

LA PLATEFORME numérique de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), lancée à la fin de 2024, connait un engouement, notamment en ce qui concerne la conversion des véhicules au GPL. C'est ce qu'a indiqué, hier, le responsable du département transport au niveau de cette agence, Mourad Ouezane.

Cette plateforme numérique, qui sert de guichet unique, pour bénéficier des aides financières de l'Etat dans le cadre du nouveau programme national de maîtrise de l'énergie (PNME), a enregistré depuis le lancement de la conversion des véhicules au GPL pas mois de 18 000 inscriptions, a-t-il fait savoir dans une déclaration à l'APS en marge du 7e Symposium national de l'économie de d'énergie et de l'efficacité énergétique tenu, ce lundi, à Oran.

Pas moins de 12 000 inscrits ont déjà réalisé la conversion, bénéficiant d'une prime de 21 000 dinars, soit plus de 30% du coût de l'opération, précise M. Ouezane, ajoutant que 500 convertisseurs des 58 wilayas du pays sont homologués par l'APRUE dans le cadre de ce programme. Sur un autre registre, le même responsable a rappelé qu'un autre programme dans le domaine du transport a récemment été lancé par l'APRUE, à savoir une aide pour l'acquisition des véhicules électriques et de bornes de recharge, à hauteur de 20% du prix de l'acquisition. Quelque 1.000 bornes de recharge sont déjà installées dans différentes régions du pays, a-t-il expliqué, notant que le passage à l'électrique présente des avantages économiques et écologiques certains.

S. N.

ALGÉRIE NUMÉRIQUE 2030

Les grandes lignes de la stratégie nationale dévoilées

Sous le slogan «Pour une Algérie numérique 2030», le gouvernement a dévoilé les grandes lignes de la stratégie nationale de transformation numérique (SNTN), un plan ambitieux visant à positionner le pays comme un leader continental dans le domaine d'ici à 2030. Ce projet structurant mise sur une connectivité de haute qualité, des services publics entièrement numérisés, et écosystème numérique créateur de richesse.

Lors d'une Journée d'information, organisée hier par le Haut-commissariat à la numérisation, au Centre international des Conférences Abdelatif Rahal (CIC) à Alger, Meriem Benmouloud, Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, a dévoilé les grandes lignes de la première feuille de route nationale encadrant le processus de transformation numérique. Cette journée a été organisée sous le haut patronage du président de la République et reflète «l'importance majeure accordée au dossier de la numérisation par le Président qui suit en personne son avancement, ce qui témoigne de la forte volonté politique animant la plus haute autorité du pays en vue de réaliser une transition numérique globale en Algérie», a indiqué Mme Benmouloud.



L'élaboration de la SNTM a reposé sur une large concertation impliquant ministères, experts, acteurs économiques et opérateurs du secteur. Cette stratégie repose sur cinq axes principaux, dont deux piliers fondamentaux, à savoir l'infrastructure numérique et le capital humain, selon la même responsable. Le premier axe porte sur le développement des infrastructures de base, notamment l'amélioration des réseaux de communication pour garantir un accès Internet performant à tous, et la mise en place de centres de données nationaux conformes aux standards internationaux.

Parmi les projets phares, on note la création du Centre national algérien des services numériques et l'élargissement du domaine national «.DZ».

Le deuxième pilier concerne la formation des ressources humaines, avec un accent particulier sur la qualification de profils spécialisés dans les technologies de l'information et de la communication. L'objectif est de soutenir les secteurs public et privé et de freiner la fuite des talents algériens vers l'étranger.

Les trois autres axes s'articulent autour de la gouvernance numérique, du développement de l'économie numérique et de l'inclusion de la société civile.

MODERNISER L'ADMINISTRATION ET STIMULER L'ÉCONOMIE

La stratégie entend moderniser la gestion publique à travers des outils de gouvernance numérique pour plus d'efficacité et de transparence. Des plateformes comme le portail national d'interopérabilité ou la future plateforme interactive des services numériques visent à faciliter les échanges de données entre les institutions et à simplifier l'accès des citoyens aux services.

Sur le plan économique, le plan ambitionne de numériser les entreprises, de favoriser l'inclusion financière, de stimuler l'entrepreneuriat numérique, et de promouvoir les exportations hors hydrocarbures via des produits et services digitaux.

Un volet spécifique est dédié à l'attractivité des investissements, visant à capter des capitaux étrangers dans le domaine des industries numériques.

Un autre axe fondamental concerne l'inclusion numérique du grand public. L'État veut garantir un accès équitable aux technologies et encourager la participation citoyenne à travers l'espace numérique. Il est également prévu de soutenir la création de contenus numériques valorisant l'identité culturelle nationale et respectueux des valeurs de l'État. La stratégie fixe 25 objectifs prioritaires à atteindre entre 2025 et 2030, autour de valeurs telles que la transparence, l'équité, la bonne gouvernance et la croissance durable. Elle s'appuie sur deux fondements, à savoir un cadre juridique complet actuellement en discussion au niveau du gouvernement, et un dispositif de cybersécurité robuste, en cohérence avec la stratégie nationale de sécurité des systèmes d'information 2025–2029.

Selon Meriem Benmouloud, le Haut-Commissariat au numérique a déjà finalisé, en collaboration avec les ministères concernés, un plan d'action national 2025–2026 pour le déploiement progressif de la stratégie. Il œuvre actuellement à l'élaboration d'un projet de loi sur la numérisation, a ajouté la même responsable. A cette occasion, Mme Benmouloud a salué les parties prenantes ayant contribué à l'élaboration de cette stratégie, soulignant l'engagement collectif pour faire de la transition numérique un levier de souveraineté, de développement et de modernité pour l'Algérie. Elle a également salué le soutien fort des plus hautes autorités du pays, en particulier du président Abdelmadjid Tebboune, pour faire de cette vision une réalité tangible.

Rim Boukhari

UN QUOTA DE 10 MILLIONS DE M³ D'EAU ALLOUÉ À MASCARA

Priorité au secteur agricole

LA WILAYA de Mascara bénéficiera d'un quota global de 10 millions de m2 d'eau pour la campagne d'irrigation, après l'annonce, hier, d'un volume additionnel de 4 millions de m³ par le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal. En visite dans la région, le ministre a souligné l'importance de la réutilisation des eaux épurées, qualifiant Mascara de wilaya pionnière en la matière, tout en appelant à une gestion rigoureuse des ressources hydriques et à une vision prospective pour répondre aux défis du secteur.

Le ministre de l'Hydraulique, accompagné du wali de Mascara et d'une délégation officielle, s'est rendu au barrage de Bou Hanifia, situé à 24 km au sud-est de la wilaya, où il a pris connaissance de la situation du secteur dans la région. Sur place, le directeur des ressources en eau a présenté un exposé détaillé sur les opérations en cours, notamment l'alimentation en eau potable, les projets d'assainissement et la réutilisation des eaux usées à des fins agricoles. Dans son intervention, le ministre a rappelé que l'Algérie dispose d'un important potentiel en matière de réutilisation des eaux épurées, avec plus de 232 stations d'épuration réparties à travers le pays. Il a affirmé que ces volumes doivent être prioritairement orientés vers l'irrigation agricole, dans le cadre du plan national en cours de mise en œuvre. Il a également insisté sur l'importance de valoriser les infrastructures hydrauliques à travers une meilleure gestion, l'élimination des branchements illégaux et la réparation des fuites. Pour Taha Derbal, il est essentiel d'adopter une planification ambitieuse mais réaliste. «Les objectifs fixés doivent être en adéquation avec nos capacités. «Ils doivent être crédibles, sincères et portés avec courage», a-t-il affirmé, insistant sur le besoin de poursuivre les projets malgré les défis. Le ministre a réaffirmé que la wilaya de Mascara constitue un exemple national dans le domaine de la réutilisation des eaux usées même si, selon lui, il reste encore des étapes à franchir. Il a assuré que les eaux épurées sont utilisées de manière totalement sécurisée, conformément à l'arsenal juridique en vigueur, qui place la santé du citoyen au cœur des priorités. De son côté, le wali de Mascara a salué les efforts du ministre et son engagement pour résoudre les problématiques locales liées à l'eau. Il a réaffirmé l'importance de poursuivre la coordination entre les différents acteurs afin d'améliorer durablement le service public dans le secteur des ressources hydriques.

D'Oran, Brahim Mazi

ZERROUKI A RENCONTRÉ LES REPRÉSENTANTS DES OPÉRATEURS TÉLÉCOM

Le renforcement du réseau de téléphonie mobile à l'ordre du jour

LE MINISTRE de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a présidé une «importante séance de travail» avec les représentants des opérateurs de téléphonie mobile, en présence de Mohamed El Hadi Hanachi, président de l'Autorité de régulation des postes et des communications électroniques. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère. Cette rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère, avant-hier, s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres que le ministère Poste et des Télécommunications a initiées avec les opérateurs des télécoms, est-il ajouté de même source. Les discussions ont porté sur plusieurs axes stratégiques, notamment «le renforcement du réseau de téléphonie mobile» et «le traitement des déficiences enregistrées». Une «attention particulière» a été accordée à la couverture des axes routiers, notamment l'autoroute Est-Ouest, dans les délais impartis, et au renforcement de la préparation des opérateurs de téléphonie mobile dans le cadre du plan de gestion des urgences (ORSEC). Ce plan d'urgence est encadré par un groupe de travail créé à cet effet, rappelle-t-on, afin d'assurer une réponse efficace, ainsi que la continuité des services dans les situations d'urgence.

La continuité des services dans les situations d'urgence vise, également, à établir des mécanismes de contrôle stricts pour assurer l'utilisation sûre des données personnelles, associées aux puces des téléphones portables, et ce, conformément à la législation applicable, le but étant de limiter toute exploitation illégale ou fraude, a conclu le ministère dans son communiqué.

M. B.

LUTTE CONTRE LES TRAFIQUANTS DE DROGUE

Protection des mineurs renforcée

La protection des mineurs contre les trafiquants de drogue qui sévissent autour des établissements scolaires est l'une des mesures phares du nouveau projet de loi sur les stupéfiants et les substances psychotropes, actuellement débattu à l'Assemblée populaire nationale. Il entend muscler la réponse judiciaire, tout en renforçant les dispositifs de soins et de prévention. C'est ce qu'a indiqué, hier, le Pr Abdelkrim Messaoudi, chef du service de psychiatrie pédiatrique à l'EHS de Chéraga.



Le Pr Messaoud a affirmé que « c'est une très bonne chose. Il fallait fixer clairement les règles de lutte, et surtout protéger les enfants et les personnes vulnérables », l'objectif étant d'éradiquer les réseaux qui ciblent délibérément les mineurs pour en faire des consommateurs ou des relais de distribution. Le texte prévoit ainsi des peines allant jusqu'à 30 ans de prison, voire la peine capitale, pour toute personne impliquée dans l'incitation, le recrutement ou l'utilisation de mineurs dans le trafic de stupéfiants. Des sanctions qui témoignent d'« un changement d'approche, désormais plus rigoureux et global », a souligné le Pr Messaoudi sur les ondes de la Radio nationale.

Alertant sur le fait que la toxicomanie est actuellement « une véritable crise de santé publique », il a affirmé que « nous faisons face à une véritable urgence sanitaire », précisant qu'« aujourd'hui, les consommateurs sont de tous âges mais surtout de plus en plus jeunes. Il ne s'agit plus d'un problème marginal, mais bien d'un enjeu national de santé publique qui exige une réponse globale ».

Ce qui inquiète le plus le spécialiste, c'est l'âge de plus en plus jeune des patients reçus. « Nous voyons arriver des adolescents accros à des drogues dures. Cela veut dire que la première consommation a eu lieu encore plus tôt, parfois dès 12 ou 13 ans », a déploré le psychiatre. Il a fait savoir que les causes sont multiples, dont notamment les vulnérabilités psychiques, un environnement familial instable, la pression sociale et le sentiment d'exclusion. « Mais le principal facteur reste la disponibilité de la drogue. Lorsqu'un produit est accessible, la tentation augmente. Et souvent, c'est une recherche de nouveauté ou de plaisir passager qui déclenche la première prise », a-t-il indiqué.

Une fois ce premier contact établi, la mémoire du plaisir ressenti s'imprime dans le cerveau. Le spécialiste a ainsi expliqué que « le circuit neurologique de la récompense est activé. Et à chaque difficulté ultérieure, l'organisme réclame à nouveau la substance. C'est le début d'un engrenage qui mène à l'addiction ».

Il a également tenu à alerter sur le fait que, dans la majorité des cas, les personnes consultent trop tardivement, souvent lorsqu'elles ont déjà développé des complications physiques, psychiques ou sociales. « La famille découvre le problème quand il est déjà trop avancé. Mais plus tôt on intervient, meilleures sont les chances de guérison », a-t-il dit, rappelant que les addictions débutent souvent à un âge jeune, alors que le cerveau est encore en développement. « Plus la consommation commence tôt, plus elle impacte durablement la personnalité de l'individu. Si on tarde à diagnostiquer, les dégâts peuvent être irréversibles », a-t-il affirmé.

En outre, l'essor des drogues de synthèse et l'évolution des modes de consommation sont une autre source de préoccupation majeure, car les produits sont plus puissants, moins chers, et parfois fabriqués localement dans des conditions incontrôlables. Le Pr Messaoud s'est dit désolé de constater qu'« aujourd'hui, nous avons des jeunes qui s'injectent des produits chimiques, sans aucune norme sanitaire. Le danger est immense, tant pour leur santé immédiate que pour les risques infectieux à long terme ».

DÉPISTAGE EN MILIEU SCOLAIRE ET PROFESSIONNEL

Par ailleurs, l'une des mesures envisagées dans le projet de loi consiste à l'introduction de tests de dépistage périodiques dans certains environnements sensibles, comme les lieux de travail, et, à terme, les établissements scolaires. Une disposition qui suscite débat. Le spécialiste a estimé que « dans les secteurs sensibles, comme la santé ou les transports, il est crucial de garantir la sécurité. Les contrôles peuvent alors être justifiés. Mais dans les écoles, on devrait privilégier l'action préventive ». Il a insisté sur l'importance de renforcer la sensibilisation auprès des jeunes, notamment en impliquant les associations, les travailleurs sociaux, les éducateurs et les instances de jeunesse, affirmant que « la prévention, c'est ce qui donne les meilleurs résultats sur le long terme. Il faut aller dans les quartiers, dans les écoles, créer du dialogue et de l'accompagnement ». Il a également appelé à renforcer les actions de prévention et d'éducation, notamment en milieu scolaire, soulignant qu'« il faut que l'enfant sache très tôt ce que sont ces produits, leurs effets et leurs dangers. La prévention commence à la maison, se poursuit à l'école et doit être relayée par tous les moyens possibles ».

En outre, sur le plan sanitaire, la loi prévoit de consolider les capacités des structures existantes, à l'image des CISA (Centres intermédiaires de soins en addictologie), qui assurent actuellement des soins en ambulatoire. Des unités d'hospitalisation spécialisées existent également pour les cures de désintoxication, mais elles restent insuffisantes face à la demande croissante. Afin d'assurer une meilleure riposte sanitaire, le Pr Messaoud plaide pour une montée en puissance de la recherche, de la formation spécialisée, mais surtout d'un investissement fort dans la prévention primaire.

Sihem Bounabi

FLÉAUX SOCIAUX À BÉJAÏA

600 arrestations en avril

LES SERVICES de sécurité poursuivent leur lutte sans relâche contre les fléaux sociaux, notamment le trafic de drogue (kif traité, cocaïne, psychotropes), les vols, les agressions et les homicides. Résultats : plusieurs réseaux ont été démantelés durant le mois d'avril, entraînant l'interpellation de 600 individus impliqués dans 453 affaires criminelles, comprenant des actes de trafic de drogue, de possession d'armes blanches, de vols, d'atteintes aux biens publics et privés, ainsi que d'agressions physiques. Parmi ces personnes, 98 ont été placées en détention.

Selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya, « 107 affaires concernant la chose publique ont été enregistrées le mois dernier, impliquant 149 individus, dont 16 ont été écroués ». La même source rapporte également que 97 affaires d'atteintes aux personnes ont été recensées durant la même période. Au total, 139 personnes ont été arrêtées, et 13 ont été placées en détention. Les services de police ont également traité 144 affaires de trafic de drogue, incluant le trafic de substances psychiatriques, impliquant 175 personnes, dont 42 ont été mises aux arrêts. En outre, 11 affaires d'atteintes aux mœurs ont été traitées, impliquant 14 personnes, dont 9 ont été arrêtées et écrouées.

Dans le domaine économique, 40 personnes ont été interpellées dans le cadre de 20 affaires de détournement de fonds et d'atteintes à l'économie et aux finances publiques, dont 9 ont été placées en détention. En ce qui concerne les atteintes aux biens publics et privés, les services de la police judiciaire ont mis fin aux agissements de 65 individus impliqués dans 56 affaires, dont 17 ont été placés en détention.

Les cybercrimes ne sont pas en reste, 18 individus impliqués ont été interpellés, dont un a été écroué. Par ailleurs, deux individus âgés de 30 et 50 ans ont été arrêtés récemment par les agents de la 3e sûreté urbaine de la ville de Béjaïa, à la cité des 300 Logements d'Ihaddaden. Ils étaient en possession de drogues, notamment des substances psychiatriques. La perquisition du domicile de l'un des suspects a permis de saisir 129 g de kif, 268 capsules de comprimés et un poignard. L'enquête a conduit à l'arrestation d'un autre individu lié au trafic de drogue. Ces dealers ont été présentés devant le parquet pour une comparution immédiate sous les chefs d'accusation de « possession d'arme blanche, possession et revente de drogue ». Le principal accusé a été écroué, tandis que son complice a été placé sous contrôle judiciaire.

N. Bensalem

ASSASSINAT D'ABOUBAKAR CISSÉ

Retailleau accusé d'attiser les divisions

Des milliers de manifestants ont défilé dimanche dans plusieurs villes de France, notamment à Paris, pour dénoncer la montée de l'islamophobie et du racisme. Au cœur de la colère populaire, la mort d'Aboubakar Cissé, tué dans une mosquée, et les propos jugés provocateurs du ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, accusé d'attiser les divisions.



«Le racisme, ça commence avec des mots et ça finit comme Aboubakar», clame une pancarte visible dans le cortège où ont pris place de nombreux représentants du parti La France Insoumise (LFI), dont son chef de file Jean-Luc Mélenchon et les députés Louis Boyard ou Eric Coquerel.

Au milieu de drapeaux palestiniens, les manifestants ont scandé «Non, non à l'islamophobie», avec plusieurs slogans et pancartes ciblant le ministre de l'Intérieur : «Même si Retailleau ne veut pas, nous on est là». Des organisations antiracistes ont appelé à défiler dans la capitale et ailleurs en France pour dénoncer la progression de l'islamophobie, contre l'extrême droite et saluer la mémoire d'Aboubakar Cissé.

Eric Coquerel a déploré une «augmentation de l'islamophobie de manière incontestable, jusqu'à la mort d'Aboubakar Cissé dans une mosquée». «Jamais on ne dira assez la responsabilité du ministre Retailleau qui fusionne droite et extrême droite», a-t-il lancé. A Avignon (sud-est), des centaines de manifestants se sont rassemblés contre l'islamophobie devant la mairie.

«On en a marre que l'islamophobie tue, je ne veux plus entendre ces histoires», affirme Sabah Boutahar, présidente du collectif antiraciste des Résilientes, qui a lancé l'appel à manifester avec le bureau local de LFI et le député Raphaël Arnault.Dans son quotidien, Nora, adhérente des Résilientes, dit ressentir «la montée d'une islamophobie permanente, structurelle et institutionnelle». «C'est comme un puits sans fond, on a l'impression qu'il n'y a plus de limite, ça touche tous les domaines à savoir l'éducation, la santé, le sport», dit-elle.

La manifestation est aussi une réponse à la procédure lancée par le ministre de l'Intérieur pour dissoudre la Jeune Garde, groupe antifasciste de Raphaël Arnault. Le député l'affirme : «Ils veulent dissoudre des groupes qui luttent contre le racisme, car c'est la continuité d'un agenda et d'une politique raciste. Après l'assassinat d'Aboubakar Cissé, on doit montrer que même s'ils le veulent, ils ne pourront pas nous faire taire». Les trois premiers mois de l'année ont enregistré une augmentation des actes antimusulmans de 72% par rapport à la période en 2024 avec 79 cas recensés, selon le décompte du ministère de l'Intérieur. Le ministre français de l'Intérieur Bruno Retailleau continue de faire l'objet de nombreuses critiques pour son comportement «arrogant» et «irresponsable» à propos de sa réaction face au meurtre du jeune Cissé. Selon le sénateur français Ian Brossat, le ministre de l'Intérieur a contribué ces derniers mois à répandre la haine anti-musulmans en France, dénonçant son obsession envers la question de l'Islam. Certains députés ont également exigé la démission de Bruno Retailleau.

R. I.

UNE PASSAGÈRE SÉNÉGALAISE MORTE EN PLEIN VOL

La Royal Air Maroc accusée de négligence et de racisme



LA FILLE d'une femme franco-sénégalaise décédée sur un vol de la Royal Air Maroc (RAM) lors d'une escale à Casablanca à destination de Dakar a décidé de poursuivre au civil la compagnie marocaine devant le tribunal judiciaire de Paris pour non-assistance à personne en danger, ont rapporté des médias.

Dans un témoignage poignant au journal le Parisien de samedi, Marie Diop a levé le voile sur des comportements discriminatoires visant des gens de couleurs adoptés depuis des années par la RAM.

Selon elle, sa mère, Marie-Thérèse (68 ans) est décédée sans recevoir d'aide pendant des heures lors d'un vol de la compagnie marocaine malgré des signes probants de malaise et de nombreuses alertes rapportés par des passagers.

D'après des médias, Marie-Thérèse part seule de la ville française de Montpellier pour se rendre à Dakar au Sénégal, avec une escale à Casablanca au Maroc. La femme, qui souffre de problèmes cardiaques, souhaite visiter la tombe de son fils au Sénégal.

La victime, qui n'a pas bénéficié de l'assistance qu'elle avait requise à Casablanca, monte à bord de son avion «essoufflée, épuisée, regardant le sol, marchant avec difficulté».

Elle prend place à bord de l'appareil et devient aussitôt inerte. «Je m'inquiète et appelle les hôtes, ils ramènent un oxymètre de doigt et me disent qu'il n'y a pas de quoi s'inquiéter et qu'elle va bien», a témoigné un passager lors de l'enquête dont les détails ont été relayés par plusieurs médias.

Au bout de 45 minutes sans réaction, un second passager tire la sonnette d'alarme, mais aucune mesure n'a été prise. Finalement, un médecin qui voyage à bord du vol se lève et s'empare d'une bouteille d'oxygène pour placer le masque sur le visage de Marie-Thérèse.

Selon son témoignage lors de l'enquête, il se rend compte que la victime est déjà morte depuis plusieurs heures mais ne dit rien pour ne pas affoler les autres passagers. Appelés à l'atterrissage, les pompiers sénégalais constatent le décès.

«Je n'oublierai jamais ce coup de fil, en pleine nuit, m'annonçant son décès. Elle était en détresse, mais l'équipage de l'avion n'a rien fait. Elle est morte là, seule, ignorée, sous les yeux de tous», a déploré sa fille Marie Diop qui a donc décidé de poursuivre la RAM au civil devant le tribunal judiciaire de Paris.

Selon l'avocat de la famille, la mort est liée «à la négligence de la part du personnel navigant qui a non seulement ignoré les différentes alertes émises pendant le vol concernant l'état de santé de la passagère, mais a de surcroît manqué d'exercer les gestes de premiers secours auxquels il est pourtant formé».

Par ailleurs, selon le site d'informations et d'analyses «La Nouvelle Tribune», certains pensent qu'il ne s'agit pas d'un simple dysfonctionnement, mais d›»un aveuglement alimenté par des biais raciaux».

«En rendant cette affaire publique, Marie Diop veut plus que des excuses : elle réclame une reconnaissance de la responsabilité humaine et veut éviter qu'une autre passagère, malade, noire, seule, meure dans le silence d'une cabine où l'on détourne le regard», souligne le site d'informations qui a fait savoir que la Royal Air Maroc fait depuis des années l'objet de plaintes dénonçant des traitements différenciés envers les passagers de couleurs.

«Plusieurs voyageurs africains ont raconté des scènes d'indifférence, des refus d'assistance, ou encore un service volontairement négligé. Derrière les sourires de façade, certains disent avoir perçu une hiérarchie implicite dans la manière dont les clients sont traités», rapportent des médias.

R. I.

BLOCUS HUMANITAIRE À GHAZA

L'ONU sonne l'alarme

LE BUREAU de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) a appelé hier, à la fin du blocus humanitaire imposé par l'occupation sioniste sur la bande de Ghaza depuis neuf semaines.

L'OCHA a indiqué sur son site officiel que ses stocks sont presque épuisés, alors que le blocus sioniste entre dans son troisième mois.

De son côté, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) a déclaré que plus de neuf semaines se sont écoulées depuis le début du siège sur Ghaza, durant lesquelles l'entité sioniste a entravé l'entrée de toute aide humanitaire, médicale et commerciale.

Pour l'UNRWA, plus ce blocus se prolonge, plus les dommages irréparables causés à la vie des Palestiniens, «seront importants», rappelant que des milliers de ses camions sont prêts à entrer dans l'enclave.

Depuis le 2 mars dernier, l'occupation sioniste entrave l'entrée de toute aide humanitaire, alimentaire et médicale, nécessaires pour la survie des Palestiniens dans la bande de Ghaza.

R. I.

HADJDJ 2025 À ORAN

Près de 1.900 pèlerins vaccinés

PRÈS de 1.900 futurs pèlerins au titre de la saison du Hadj 2025 ont été vaccinés dans les structures médicales de la wilaya d'Oran.
C'est ce qu'a fait savoir, hier, la direction locale de la Santé et de la Population (DSP).
A ce propos, le Dr Youcef Boukhari, chef de service de prévention à la DSP, a précisé à l'APS que jusqu'à avant-hier, dimanche, 1.883 futurs pèlerins ont été vaccinés dans les structures médicales consacrées à l'opération de vaccination pour le rituel du pèlerinage.
Soulignant qu'il s'agit des pèlerins de la wilaya d'Oran, dont le quota est de 1.143 futurs pèlerins, mais aussi d'autres wilayas limitrophes retardataires.
Une Commission médicale composée de médecins généralistes, spécialistes, psychologues et paramédicaux, a été mobilisée par la DSP pour effectuer les consultations médicales dans la polyclinique de Haï Chouhada (ex-Les Castors), a fait savoir Dr Boukhari.
Les consultations et la vaccination ont débuté, le 4 février dernier, et s'achèveront avant le dernier vol vers les Lieux Saints.
A ce titre, un point de de vaccination a été consacré à l'opération dans chaque daïra, tandis que pour la daïra d'Oran 4 points ont été mobilisés, en raison de la densité de la population, a-t-il ajouté.
Pour ce qui est des vaccins administrés aux futurs pèlerins, il s'agit des vaccins contre la diphtérie, le tétanos, la grippe saisonnière et la poliomyélite.

R. R.

AÏN TÉMOUCHENT

Plus de 330 hectares dédiés aux cultures oléagineuses

VISANT la promotion des cultures oléagineuses, une superficie de 338 hectares a été consacrée à cette filière, durant la saison agricole en cours dans la wilaya d'Aïn Temouchent.
C'est ce qu'a fait savoir, la Direction des services agricoles (DSA).
Dans ce cadre, les fermes pilotes du secteur public de la wilaya ont réservé 238 hectares à la culture du colza, dans le cadre de la stratégie nationale visant à étendre les superficies dédiées aux cultures oléagineuses, a indiqué le directeur local du secteur, Mehdi Mohamed Kada.
Par ailleurs, une superficie totale de 100 hectares a été réservée à la culture du tournesol, répartie entre plusieurs exploitations agricoles privées.
Les opérations de semis de cette culture devront être finalisées dans les prochains jours, a précisé la même source, ajoutant que le secteur agricole d'Aïn Temouchent table sur une production estimée à 35.000 quintaux de tournesol.
La direction des services agricoles œuvre, en coordination avec plusieurs partenaires professionnels, tels que la Chambre d'agriculture de wilaya et l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), à sensibiliser et à encourager les agriculteurs à contribuer à l'extension des superficies agricoles consacrées aux plantes oléagineuses, en leur apportant un accompagnement technique sur le terrain.
L'objectif est de soutenir la stratégie nationale visant l'autosuffisance en matière de production oléagineuse, a souligné la même source. **R. R.**

PROTECTION DU PATRIMOINE À GHARDAÏA

Tifaout s'engage pour l'environnement du ksar de Melika

L'Association Tifaout (lumière en tamazight) du ksar de Melika, dans la wilaya de Ghardaia, œuvrant pour la mise en place d'une approche participative dans le domaine de la sensibilisation et de l'éducation environnementale, a lancé une initiative visant la prise en charge de la dégradation de l'environnement et du cadre bâti du Ksar. C'est ce qu'ont indiqué avant-hier les organisateurs.



A ce propos, Tifaout Bakir Metahri, chargé de communication de l'association a précisé à l'APS que l'initiative, qui vise à promouvoir l'hygiène et l'assainissement à tous les niveaux pour améliorer la salubrité du ksar, a porté sur plusieurs actions, allant de la gestion de la collecte des ordures ménagères à la réparation des fuites sur les réseaux d'AEP et des eaux usées, ainsi que sur l'embellissement.
Ces actions quotidiennes sont organisées bénévolement, avec la participation des habitants du ksar, a-t-il précisé en expliquant que les volontaires, munis de balais et de pelles, sillonnent les ruelles pour éliminer la pollution de l'écosystème en sacs plastiques et procéder à la collecte d'ordures et détritus, en plus d'intervenir pour colmater les brèches et autres fissures des murs et façades et pour mettre en valeur les ouvrages ancestraux, tels les anciens puits et les fontaines.
L'initiative est marquée aussi par la participation des enfants avec leurs parents à ces activités d'utilité publique, en vue de leur inculquer le sens de responsabilité écologique, a souligné M. Metahri.
Selon le président de Tifaout, Aissa Ouaissi Sekkouti, toutes les actions de l'association constituent une occasion pour la société civile de se mobiliser autour des questions liées à l'environnement.
Créée en 2015, l'association a organisé de nombreuses activités de volontariat (plantation d'arbres, nettoiement du ksar, réhabilitation du bâti ancestral) ainsi que l'entretien du ksar et la lutte contre les insectes et animaux nuisibles (moustiques, scorpion, etc…), et ce, avec le financement de bienfaiteurs. **R. R.**

DÉVELOPPEMENT DES COMMUNES D'EL MENIAÂ ET HASSI EL GARA

Plusieurs projets lancés

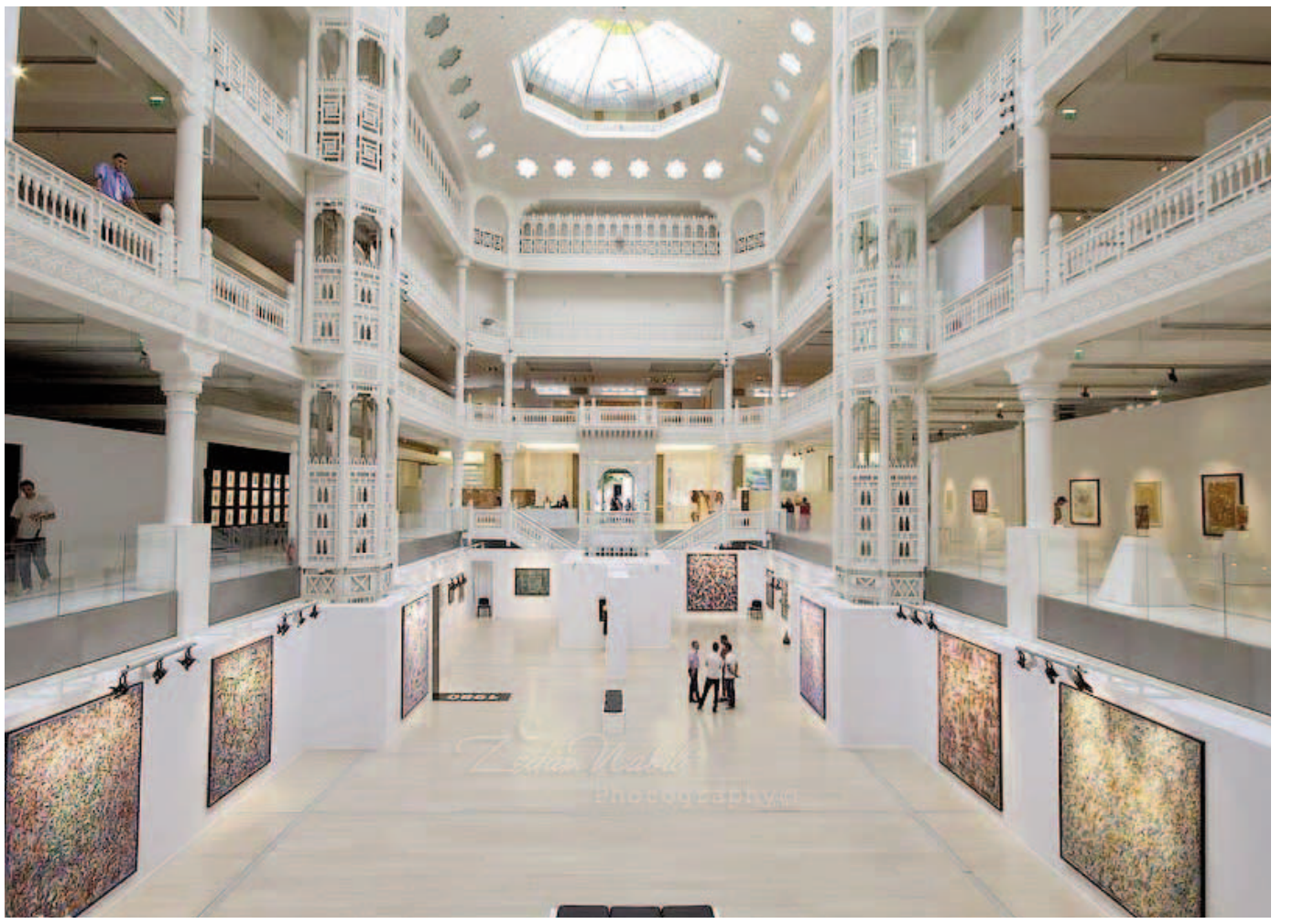
DANS le cadre du développement et de la modernisation des communes d'El Meniaâ et de Hassi El Gara, ces dernières bénéficient actuellement de divers projets en cours de réalisation. C'est ce qu'ont indiqué, hier, les services de la wilaya.
A ce titre les autorités de la wilaya d'El Meniaâ ont procédé au lancement d'un projet de construction de 100 logements publics locatifs (LPL) au niveau du nouveau pôle urbain de la commune de Hassi El Gara, et un projet de réalisation d'un collège d'enseignement moyen (CEM) dans le quartier, Diar Raq.
Soulignant également que cette collectivité a bénéficié aussi d'une station de base de la téléphonie mobile relevant d'un opérateur de réseau mobile.
Il s'agit également de la mise en service d'un projet de réseau d'éclairage public réalisé sur la route nationale (RN-1) menant vers le nouveau pôle urbain de Hassi El Gara, sur une distance de 3,5 km/linéaires, a expliqué la même source.
Dans le même sillage, la même source a précisé, qu'un nouveau service médical d'urgence ouvert au niveau de l'établissement public hospitalier (EPH- Colonel Mohamed Chaabani) a été réceptionné dans la commune du chef-lieu de la wilaya, en sus de la mise en service d'un demi- pensionnat au collège Chahid Fahdi Foudil au quartier, Lmadi, et une structure similaire au lycée Didouche Mourad.
En outre, dans la même commune, deux aires de jeux de proximité équipées de gazon artificiel ont été inaugurées par les autorités locales dans les cités, Ouled Zaid et Lmadi, outre l'inauguration d'un club de jeunes au niveau du quartier, Belbachir.
Par ailleurs, les mêmes services ont indiqué qu'un projet d'aménagement urbain a été aussi lancé au niveau des cités 50 et 60 logements, dans le même quartier.

R. R.

MOIS DU PATRIMOINE

L'IA entre au musée

Des experts en conservation muséale se sont réunis à Alger et à Ghardaïa pour discuter de l'apport de l'intelligence artificielle dans la préservation du patrimoine. Un enjeu important pour sauver, valoriser et transmettre l'héritage culturel algérien. L'Algérie explore activement l'intégration de l'intelligence artificielle (IA) dans la protection de son patrimoine culturel.



À l'occasion du Mois du patrimoine (18 avril - 18 mai), plusieurs rencontres scientifiques ont été organisées à Alger, Ghardaïa et Bou Saâda, réunissant chercheurs, conservateurs de musées et universitaires autour d'un même objectif : préserver durablement la mémoire culturelle nationale grâce aux technologies les plus récentes.

Au Musée national des antiquités d'Alger, une journée d'étude intitulée « Le patrimoine culturel à l'ère de l'intelligence artificielle » a permis d'ouvrir le débat sur les potentialités de l'IA dans la valorisation du patrimoine. Pour El Hadi Aouragh, architecte, (gérant de la société Ornina), « l'intelligence artificielle représente un levier puissant pour renforcer les systèmes de protection, collecter et organiser les données et repérer les dommages sur les objets historiques ».

L'IA permet également, selon lui, d'identifier de nouveaux sites archéologiques et de dépasser les méthodes de restauration classiques, grâce à des applications numériques capables de simuler des restaurations, de reconstruire virtuellement des pièces endommagées ou encore de modéliser en 3D les objets fragiles.

Les intervenants ont aussi mis en lumière plusieurs outils spécifiques utilisés dans les musées algériens. C'est le cas du deep learning, du LiDAR et des réseaux de neurones (GAN, CNN) pour reconstituer des éléments disparus ou dégradés, le développement d'expériences immersives (réalité virtuelle et augmentée) pour les publics muséaux, le déchiffrage automatisé des manuscrits anciens grâce à l'OCR et au NLP et enfin, à la mise en œuvre de stratégies de préservation prédictive à l'aide de l'IA.

Karima Belhachemi Aït Saïd, bibliothécaire au Musée des antiquités, a présenté la technologie RFID, un système d'identification par radiofréquence déjà utilisé dans certaines bibliothèques algériennes. Bien qu'onéreux, ce système présente des avantages considérables pour la gestion et le suivi des collections muséales.

De son côté, Sami Hassani, conservateur du patrimoine au Musée National des Antiquités d'Alger, a quant à lui détaillé le rôle des logiciels intelligents dans le diagnostic et la réparation des œuvres. Grâce à des phases de restauration virtuelle et de surveillance intelligente, ces technologies deviennent des alliées stratégiques des professionnels du patrimoine.

À GHARDAÏA ET BOU SAÂDA, UN MÊME PLAIDOYER POUR L'IA

À la bibliothèque de Metlili (Ghardaïa), une autre journée d'étude a mis en lumière les bénéfices de l'intelligence artificielle dans la protection du patrimoine local matériel et immatériel. Universitaires et passionnés ont insisté sur la nécessité de former les professionnels du secteur aux outils numériques et de créer des bases de données interactives, capables d'enregistrer les éléments vulnérables du patrimoine en cas de catastrophe.

Parmi les propositions phares, la création d'un centre national d'archivage du patrimoine culturel immatériel, en lien avec le Centre national des manuscrits à Adrar, ainsi qu'une bibliothèque numérique des manuscrits anciens, avec conservation des copies papier en raison de leur valeur patrimoniale.

À Bou Saâda, la directrice du Musée Nasreddine Dinet, Leïla Bouazza, a présenté un projet de musée virtuel basé sur l'IA, permettant de rendre accessibles au grand public les œuvres et objets conservés dans les musées, via des vidéos immersives et des reconstitutions numériques. Enfin, le professeur Achour Serkama de l'université de Ouargla a insisté sur le rôle fondamental du patrimoine dans la sauvegarde de l'identité nationale. Il a alerté sur l'état préoccupant de nombreux manuscrits conservés dans des bibliothèques privées, appelant à une politique urgente de numérisation et de sauvegarde.

Aymen D.

AFREXIMBANK DÉBLOQUE UN MILLIARD DE DOLLARS POUR LE 7e ART

La jeunesse africaine à l'assaut des écrans



PRODUCTION, DIFFUSION, concours… L'Afrique mise gros sur son 7e art. La Banque africaine d'Import-Export (Afreximbank) lance un fonds d'un milliard de dollars pour faire décoller l'industrie cinématographique du continent, tout en relançant son concours Canex Shorts pour jeunes réalisateurs. Cap sur Alger en septembre prochain pour la grande vitrine du talent africain. C'est ce qu'a indiqué un communiqué des organisateurs.

Cette initiative est destinée à stimuler la production et la diffusion de contenus audiovisuels de haute qualité sur le continent et au-delà. Cette initiative, portée par le Fonds de développement des exportations en Afrique (FEDA), sa branche d'investissement, s'inscrit dans le cadre du programme Creative Africa Nexus (Canex).

Ce fonds structurant est l'aboutissement d'un engagement pris lors du Canex Weekend d'Alger, en octobre 2024, où les acteurs de l'industrie créative africaine s'étaient rassemblés autour de grandes questions de financement et de structuration du secteur culturel. L'objectif est clair : permettre à l'Afrique de raconter ses propres histoires à l'échelle mondiale, avec les moyens et la qualité qu'exige l'industrie actuelle. Le fonds jouera un rôle de catalyseur pour attirer des capitaux patients, offrant ainsi aux producteurs et cinéastes les ressources nécessaires à la réalisation de films et de séries compétitifs sur le marché international.

Dans la foulée, Afreximbank a également lancé la troisième édition du concours Canex Shorts, une compétition continentale de courts métrages destinée aux jeunes cinéastes africains âgés de 18 à 35 ans. Chaque participant ne pourra présenter qu'un seul film, de cinq minutes maximum, produit en 2023 ou après et devra en détenir l'ensemble des droits. Le concours comporte trois catégories à savoir fiction, documentaire et animation. À la clé, un prix de 2.000 dollars US pour le meilleur film dans chaque catégorie.

Les trente œuvres finalistes (dix par catégorie) seront projetées lors du Canex, organisé en marge de la 4e Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) qui se tiendra à Alger, du 4 au 10 septembre 2025. En plus de la reconnaissance artistique, les lauréats auront la chance de présenter leurs films devant un public de professionnels, d'investisseurs et de partenaires internationaux, favorisant ainsi les opportunités de coproduction et de financement pour leurs projets futurs.

À travers ce double dispositif, fonds d'investissement structurant et concours de détection de talents, Afreximbank confirme sa volonté de faire de la culture un pilier du développement économique et de l'influence africaine.

Aymen D.

LIGUE 1 MOBILIS (25E JOURNÉE)

L'USMA renverse le CSC, l'ESS confirme

L'Entente de Sétif a consolidé par un 38e point sa quatrième place au classement général de la Ligue 1 Mobilis de football, après sa courte mais précieuse victoire contre l'Olympique Akbou (1-0), en match disputé samedi après-midi à Sétif, pour le compte de la 25e journée, ayant vu l'USM Alger parvenir enfin à stopper l'hémorragie, en battant le CS Constantine (2-1) après une mauvaise série de trois défaites consécutives.



Les Akbousiens avaient tenu bon pendant une heure, avant de craquer devant Salah Bouchama, qui avait réussi à trouver le chemin des filets à la 60e minute de jeu.

Une victoire qui permet non seulement à l'Aigle noir de «bétonner» la quatrième place qu'il occupait déjà avant cette 25e journée, mais aussi de se rapprocher un peu plus du peloton de tête, alors que de son côté, et après sa dernière défaite à Sétif, l'OA reste avant-dernier au classement général et deuxième club relégable après l'US Biskra.Une bien mauvaise affaire pour le club de la Soummam, surtout que la plupart de ses concurrents pour le maintien ont réussi de bons résultats ce week-end.

De son côté, l'USM Alger avait commencé par concéder l'ouverture du score devant Abdennour Belhocini à la 45e minute de jeu, avant de se ressaisir et de renverser la situation en fin de match, grâce aux réalisations de Rayane Mahrouz (77e) et Riyad Benayad (88e).Une victoire ô combien importante pour les Rouge et Noir, car outre les

trois précieux points engrangés, elle leur permet de se redonner confiance après une mauvaise série de trois défaites consécutive. Ce qui était plus que souhaitable avant de disputer le finale de la Coupe d'Algérie face au CR Belouizdad.Le bal de cette 25e journée s'était ouvert samedi et c'est le NC Magra qui en avait été l'un des plus grands bénéficiaires, en quittant provisoirement la zone de relégation, suite à sa précieuse victoire à domicile contre l'ASO Chlef (2-0).En effet, le NCM occupe désormais la 11e place au classement général, qu'il partage ex-aequo avec le MC Oran, avec 27 points pour chaque club. Ce

qui représente une très bonne affaire dans la course au maintien, surtout après la défaite de l'OA à Sétif.Idem pour les autres mal-classés, l'USM Khenchela et l'ES Mostaganem, qui

eux aussi ont réalisé de bonnes opérations en ouverture de cette 25e journée, ce qui les place également dans un bon couloir pour assurer leur survie en Ligue 1.L'USMK s'est hissé à la 10e place du classement général, avec trois longueurs d'avance sur l'actuel premier club relégable, l'Olympique Akbou, après sa victoire contre le MC Oran (2-1).

Pour sa part, l'ES Mostaganem est allée chercher un bon résultat nul (0-0) de son périlleux déplacement chez la JS Saoura, et il s'agit là aussi d'une bonne affaire, car le point récolté à Béchar place les Mostaganemois dans la position du premier club non relégable.

Les péripéties de cette 25e journée se poursuivront lundi, avec le déroulement des trois derniers matchs inscrits à son programme, dont le derby algérois entre le CR Belouizdad et le MC Alger.Un choc de sommet de tableau, prévu à partir de 17h00 et à huis clos, au

stade Nelson Mandela de Baraki et qui s'annonce décisif pour le titre de champion d'Algérie.

Dans les deux autres matchs le MC El Bayadh accueillera la JS Kabylie alors que le Paradou AC se déplacera chez l'actuelle lanterne-rouge, l'US Biskra.

—-(21e journée-mise à jour): ES Sétif-CS Constantine jeudi à 18h00

Le match en retard de la 21e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis, opposant l'ES Sétif au CS Constantine, se jouera le jeudi 15 mai à 18h00, au stade du 8 mai 1945 à Sétif, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) lundi.Actuellement 4e au classement avec 38 points, l'ES Sétif vise une victoire qui lui permettrait de se rapprocher du podium. En face, le CS Constantine, 13e avec 26 points, n'a plus droit à l'erreur s'il veut éviter une fin de saison difficile.La rencontre sera dirigée par l'arbitre principal Azrine, assisté de Kliha

et Slimani. Mohamed Belkebir officiera en tant que 4e arbitre. L'assistance vidéo (VAR) sera assurée par Allou, assisté de Houari.

SONATRACH/FAF

Renouvellement de la convention de sponsoring pour trois ans

LE GROUPE SONATRACH a signé, dimanche à Alger, une convention de sponsoring avec la Fédération algérienne de football (FAF), portant sur le financement des activités de l'instance fédérale et des équipes nationales pour les années 2025, 2026 et 2027.

Cette convention a été signée par le Président-directeur général (P-dg) du groupe public, Rachid Hachichi, et le président de la FAF, Walid Sadi, lors d'une cérémonie organisée au siège de la direction générale de Sonatrach.Dans son allocution à cette occasion, M. Hachichi a indiqué que «le renouvellement de cette convention pour la période 2025-2027 vient réaffirmer l'engagement constant de Sonatrach à soutenir le sport algérien en général, et le football national en particulier, en tant que sport le plus populaire dans notre pays, et facteur de cohésion entre les Algériens, à l'intérieur du pays etàl'étranger».Cerenouvellement représente «un partenariat dont nous sommes particulièrement fiers, au vu de sa portée symbolique, de ses connotations sportives et ses profondes significations liées à l'esprit d'appartenance et au soutien continu à nos talents nationaux. Nous espérons que cette

convention contribuera à créer un environnement favorable et à assurer un accompagnement de qualité à nos équipes nationales qui en ont grand besoin pour réaliser des performances honorables, concrétiser les aspirations de notre peuple qui a soif de joie, et faire la fierté des couleurs nationales», a-t-il estimé.»En tant qu'acteur incontournable du tissu social national, Sonatrach accomplit sa mission économique et de développement avec dévouement, tout en plaçant sa responsabilité sociale au cœur de ses priorités, à travers

l'accompagnement de toutes les initiatives contribuant au développement de l'être humain, à la promotion de l'esprit d'équipe, et à la consécration des valeurs nobles au sein de la société, à leur tête le sport, qui demeure un vecteur essentiel de cohésion sociale et de développement de la jeunesse, comme le rappelle régulièrement le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune», a poursuivi M. Hachichi.Pour sa part, le président de la FAF a déclaré: «Je me réjouis du renouvellement d'un partenariat exemplaire et fructueux entre deux géants incarnant la réussite algérienne. Les deux parties sont liées par une relation étroite et œuvrent ensemble à concrétiser des objectifs nobles, visant principalement à servir le mouvement sportif dans notre pays de manière générale, et à développer le football en particulier (..)». «Ce partenariat s'impose désormais comme une nécessité impérieuse dans un monde en constante évolution, induisant des objectifs vitaux où le football occupe une place centrale», a-t-il soutenu. «Le développement du sport en général, et du football en particulier, est désormais au cœur des priorités, ce qui implique l'utilisation des technologies modernes, la formation, et d'autres investissements nécessitant des ressources financières et le recours au sponsoring», a souligné M. Sadi, indiquant que «dans cet ordre d'idées, les pouvoirs publics dans notre pays attachent un intérêt particulier au développement du sport et à la construction d'infrastructures sportives».

«Ce partenariat et le sponsoring du football par des opérateurs économiques tels que le Groupe Sonatrach traduisent la forte volonté de Monsieur le président de la République de développer le football, de poursuivre les efforts en soutien à la professionnalisation, d'accompagner les clubs, de construire des écoles et des académies, et de découvrir de nouveaux talents à l'intérieur du pays et à l'étranger», a-t-il poursuivi.La cérémonie de signature s'est déroulée en présence des cadres dirigeants du groupe Sonatrach, du président de la Ligue de football professionnel (LFP), Amine Mesloug et du secrétaire général de la FAF, Nadir Bouzenad.

CHAN 2025 : L'ALGÉRIE CONNAÎT SON DERNIER ADVERSAIRE !

Le 19e et dernier qualifié pour le CHAN 2025 s'est fait connaître ce dimanche

La dernière place du groupe C du CHAN 2025 est désormais attribuée : ce sera l'Afrique du Sud. Vainqueurs du Malawi ce samedi à Pretoria (2-0), les Bafana Bafana ont renversé la vapeur après leur revers au match aller et validé leur billet pour le tournoi, où ils vivront leur 3e participation après 2011 et 2014.

L'Afrique du Sud renverse le Malawi Battue 1-0 à l'aller à Lilongwe, l'Afrique du Sud a fait parler son expérience au match retour au Loftus Versfeld Stadium. Portés par leur public, les Bafana Bafana ont rapidement mis la pression sur le Malawi et ouvert le score grâce à Victor Letsoalo (TS Galaxy). En seconde période, c'est Neo Maema, le milieu offensif des Mamelodi Sundowns, qui a scellé la qualification sur un joli mouvement collectif.Avec ce succès 2-1 sur l'ensemble des deux matchs, l'Afrique du Sud rejoint le groupe C du CHAN 2025, où figurent déjà l'Ouganda, le Niger, la Guinée… et l'Algérie.Justement, les Fennecs locaux avaient validé leur qualification vendredi en surclassant la Gambie à Annaba (3-0). Le jeune Adil Boulbina s'était offert un doublé, bien servi à deux reprises par Bouras Akram, tandis qu'Abderrahmane Meziane avait ouvert le score dès le retour des vestiaires. Organisé en août prochain au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie, le Championnat d'Afrique des Nations 2025 s'annonce relevé. L'Algérie, qui avait accueilli la dernière édition en 2023 (finale perdue face au Sénégal), visera cette fois le titre loin de ses bases. Mais la présence d'adversaires solides comme l'Afrique du Sud dans sa poule promet des duels intenses dès la phase de groupes.



LES 19 QUALIFIÉS POUR LE CHAN 2025

Algérie/ Finaliste à domicile lors de la dernière édition en 2023, l'Algérie avait initialement renoncé à participer aux éliminatoires. Face à l'insistance de la CAF, les Fennecs A› ont revu leur position et ils ont accepté de prendre part à la 2e phase de qualification, ce qui a permis à la bande à Madjid Bougherra de valider son billet contre la Gambie en mai (0-0, 3-0) grâce notamment à un doublé de son meilleur buteur local, Adil Boulbina.

Afrique du Sud/Avec l'Algérie, les Bafana Bafana représentent l'autre qualifié de dernière minute. Après 2011 (quarts de finale) et 2014 (phase de groupes), les Sud-Africains ont validé leur 3e participation au CHAN en écartant l'ogre égyptien (1-1, 3-1) puis le Malawi (0-1, 2-0).

Kenya/En tant que pays co-hôte, le Kenya était qualifié d'office. Les Harambee Stars font leur première apparition dans cette compétition. Néanmoins, des doutes planent encore en raison de retards dans la livraison de leurs infrastructures, et donc de leur participation finale. Sportivement, malgré l'absence d'enjeux, leur "élimination" contre le Soudan du Sud n'a pas rassuré (1-3, 1-1).

Tanzanie/Autre co-hôte du tournoi, la Tanzanie disputera sa troisième édition, après des participations en 2009 et 2020. Les Taifa Stars tenteront de franchir le cap des phases de groupes. Le Soudan les a "éliminés" aux tirs au but lors des qualifications.

Ouganda/Troisième pays co-hôte, l'Ouganda participera à sa septième édition. Les Cranes, habitués de la compétition, chercheront à briller à domicile. C'est le seul des trois organisateurs qui a vraiment joué le jeu en allant au bout des éliminatoires.

Maroc/Le Maroc, seul représentant de l'Afrique du Nord et qualifié sans jouer après les retraits de l'Algérie, de la Tunisie, de la Libye et de l'Égypte, visera un troisième sacre après ceux de 2018 et 2020. Dirigés par Tarik Sektioui, les Marocains, qui avaient boycotté la précédente édition en Algérie, se présenteront avec une sélection U24.

RD Congo/Les Léopards ont validé leur ticket en disposant du Tchad 3-1 lors du match retour. Double vainqueur de la compétition, la RDC est une des équipes les plus expérimentées de ce CHAN mais reste sur une élimination en phase de groupes.

Centrafrique/Grand débutant dans la compétition, la Centrafrique s'est qualifiée grâce à une victoire 2-1 contre le Cameroun à la surprise générale, profitant de la règle des buts à l'extérieur.

Guinée Equatoriale (remplace le Congo-Brazzaville)/Les Diables Rouges avaient éliminé la Guinée Equatoriale grâce à une victoire 2-1 à Brazzaville, après un nul 0-0 à Malabo à l'aller. Ils devaient honorer une 4e participation consécutive. Sauf que la Guinée Equatoriale a déposé un recours en contestant l'éligibilité du joueur M. Mankou Nguembete Japhet Eloi. Ce recours a été accepté par le Jury disciplinaire de la CAF, qui a disqualifié le Congo au profit de la Guinée Equatoriale, repêchée.

Burkina Faso/Les Étalons locaux ont surpris la Côte d'Ivoire en remontant un déficit de deux buts pour s'imposer aux tirs au but. Une qualification valeureuse pour les hommes d'Issa Balbone.

Madagascar/Surprenants 3es de la précédente édition, les Barea ont assuré leur présence pour ce CHAN malgré quelques frayeurs sur la fin au retour dans les dernières minutes contre l'Eswatini (victoire 2-0 à l'aller, défaite 1-0 au retour).

Niger/Après un match nul 0-0 face au Togo lors du retour, le Niger a décroché sa qualification grâce à la règle des buts marqués à l'extérieur (1-1 sur l'ensemble des deux matchs). 4es de la précédente édition, le Mena cherchera à confirmer.

Nigeria/Les Super Eagles locaux n'ont pas tremblé face au rival ghanéen, s'imposant 3-1 à domicile pour valider leur ticket. Ils reviennent dans la compétition après avoir manqué l'édition précédente.

Guinée/Avec une double victoire face à la Guinée-Bissau (4-1 à l'aller, 2-1 au retour), le Syli local a survolé les qualifications et visera au moins une place en demi-finale comme en 2016 et 2020.

Sénégal/Tenant du titre, le Sénégal a confirmé son statut en écrasant le Liberia 3-0 lors du match retour après un 1-1 à l'extérieur à l'aller. Les Lions de la Teranga seront de sérieux prétendants à leur propre succession.

Angola/Malgré une défaite 0-1 contre le Lesotho lors du retour, les Palancas Negras se qualifient grâce à leur victoire 2-0 à l'aller. Une belle régularité pour les Angolais dans cette compétition.

Zambie/Les Chipolopolos ont validé leur place en profitant du forfait du Mozambique. Les Zambiens chercheront à retrouver leur éclat de 2009 (3e), qui avait été suivi par trois quarts de finale.

Soudan/Avec une victoire 2-1 face à l'Éthiopie, le Soudan a complété sa qualification (4-1 sur l'ensemble des deux matchs). Les Crocodiles du Nil reviennent pour une quatrième participation. Avec une équipe qui sera quasiment la même que l'équipe A, ils feront figure d'outsider intéressant à suivre.

Mauritanie/Les Mourabitounes ont privé le Mali de CHAN, défendant leur avance à Bamako (0-0) après une victoire à Nouakchott (1-0). Ils confirment leur statut d'équipe montante du football africain, et enregistrent leur quatrième participation après 2014, 2018 et 2022.

TROPHÉES UNFP :

Le joyau de Gouiri sacré plus beau but de Ligue 1



AMINE GOUIRI a été distingué du prestigieux trophée Just Fontaine récompensant le plus beau but de la saison en Ligue 1. Une consécration pour l'international algérien de l'Olympique de Marseille, auteur d'un geste aussi spectaculaire qu'efficace contre le Stade Brestois, le 27 avril dernier, au Vélodrome.À l'occasion de la 31e journée, alors que l'OM menait 2-1 en fin de première période, Gouiri a illuminé la rencontre d'un bijou technique. Servi par Mason Greenwood à hauteur du point de penalty, l'attaquant a contrôlé le ballon de la poitrine avant d'enchaîner avec un retourné acrobatique d'une précision chirurgicale, trouvant le petit filet et laissant le portier brestois sans réaction. Ce but, salué par une ovation du Vélodrome et par ses coéquipiers, notamment Valentin Rongier et Adrien Rabiot, a marqué les esprits par sa pureté technique et son audace.Face à une concurrence relevée – Esteban Lepaul (Angers), Andrey Santos (Strasbourg), Moses Simon (Nantes) et Maghnes Akliouche (Monaco) – Gouiri a été plébiscité par le public. Son enchaînement contrôle-retourné a devancé une reprise de volée contre Paris, une frappe en lucarne ou encore un raid solitaire, témoignant de la singularité et de la grâce de son geste.Cette distinction vient couronner une seconde partie de saison éblouissante pour l'ancien Rennais, arrivé à Marseille en janvier. Depuis son arrivée, il a inscrit 10 buts et délivré 3 passes décisives en seulement 13 rencontres, s'imposant comme l'un des éléments moteurs de l'effectif phocéen. Si l'OM n'a pas été à l'honneur dans les autres catégories des Trophées UNFP — ni dans le onze type, ni pour le meilleur entraîneur — cette récompense individuelle pour Gouiri permet au club de sauver l'honneur avec éclat.

TUNISIE : BELAILI ET TOUGAÏ, CHAMPIONS AVEC L'ES TUNIS !

L'Espérance Sportive de Tunis a décroché, ce dimanche, son 34e titre de champion de Tunisie après une éclatante victoire 5-0 contre l'Olympique Béja, profitant du nul (1-1) entre l'Union Monastirienne et l'Étoile Métlaoui. Une consécration acquise avant même la dernière journée, couronnant une saison à rebondissements pour les Sang et Or, qui rêvent désormais d'un triplé historique.Parmi les grands artisans de ce sacre, deux internationaux algériens se sont distingués : Youcef Belaïli et Mohamed Amine Tougaï. De retour au Taradji l'été dernier en provenance du MC Alger, Belaïli s'est rapidement imposé comme le détonateur offensif de l'équipe. En 20 matchs de championnat, l'ailier algérien a inscrit 9 buts et délivré 5 passes décisives, redevenant un joueur décisif dans les grands rendez-vous. Il a notamment marqué lors de la victoire décisive contre Béja, confirmant son retour au premier plan.

OpenAI envisage un abonnement à vie pour ChatGPT Plus, un pari risqué ?



La firme derrière ChatGPT pourrait bientôt proposer des formules d'abonnement hebdomadaires et à vie, selon un récent rapport de TechRadar. Cette nouvelle stratégie commerciale intervient alors qu'OpenAI peine à rentabiliser ses services malgré une base d'utilisateurs en constante expansion.

L'IA conversationnelle la plus populaire au monde fait face à des coûts d'infrastructure colossaux depuis son lancement. Cette réalité économique a déjà poussé l'entreprise à lancer l'abonnement ChatGPT Plus à 20 dollars mensuels en février 2023.

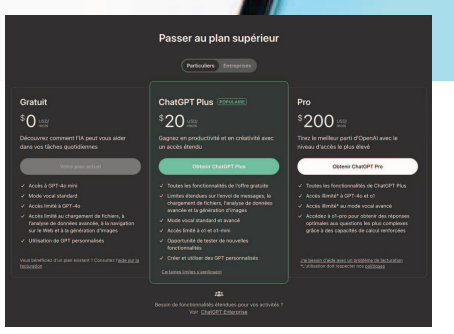
Une évolution tarifaire dictée par la nécessité économique

Les finances d'OpenAI justifient cette exploration de nouveaux modèles d'abonnement. L'entreprise prévoit déjà d'augmenter progressivement le prix de ChatGPT Plus, qui pourrait atteindre 44 dollars HT d'ici cinq ans, soit environ 50 dollars TTC (près de 45 euros). Ces hausses répondent à un déséquilibre budgétaire préoccupant : malgré des revenus estimés à 3,7 milliards de dollars pour 2024, OpenAI fait face à près de 5 milliards de dépenses.

Un abonnement à vie permettrait à l'entreprise de générer des liquidités immédiates substantielles.

Cette approche compléterait l'offre actuelle composée de l'accès gratuit limité, de l'abonnement ChatGPT Plus à 20 dollars, et du plan Pro beaucoup plus onéreux à 200 dollars mensuels. La formule hebdomadaire, également envisagée, pourrait quant à elle séduire les utilisateurs occasionnels ou ceux souhaitant tester les fonctionnalités premium sans engagement mensuel.

L'idée d'un abonnement à vie soulève plusieurs questions critiques. Pour OpenAI, ce modèle implique un engagement perpétuel à fournir un service dont les coûts d'exploitation sont amenés à fluctuer, notamment pour les modèles avancés comme o1 qui mobilisent d'importantes ressources de calcul.



Pour les utilisateurs, l'investissement pourrait s'avérer risqué dans un écosystème technologique en évolution rapide. Des concurrents comme DeepSeek proposent déjà des alternatives comparables à moindre coût, avec une API facturée 0,14 dollar pour 1 million de jetons, contre 7,50 dollars chez OpenAI.

WhatsApp : que signifie ce "rond bleu" qui apparaît sur votre téléphone ?

SANS CRIER GARE, un cercle bleu a récemment fait son apparition sur WhatsApp. Cette nouvelle fonctionnalité, déployée par Meta sur l'ensemble de ses applications, permet d'interagir avec l'assistant conversationnel du géant américain. Vous l'avez peut-être remarqué en ouvrant votre application : une discrète pastille bleue a fait son apparition dans WhatsApp, à droite de la barre de navigation. Derrière ce symbole se cache une nouvelle fonctionnalité : Meta AI, l'assistant conversationnel du groupe américain.

Ce robot, propulsé par Llama, le modèle de langage conçu par Meta, est capable de répondre à vos questions, de discuter cuisine, météo ou voyage, ou même de vous suggérer des idées selon vos centres d'intérêt.

Sony plancherait déjà activement sur le PSSR 2 : la 4K/120 FPS en ligne de mire



LA TECHNOLOGIE d'upscaling PSSR de la PS5 Pro n'en est qu'à ses débuts, et Sony préparerait déjà sa succession. Selon plusieurs sources concordantes, le géant japonais développerait activement une version améliorée baptisée PSSR 2, visant à offrir des performances nettement supérieures avec notamment la 4K à 120 FPS stable et même la 8K à 60 FPS.

La firme nippone ne compte pas se reposer sur ses lauriers avec la première itération du PlayStation Spectral Super Resolution (PSSR) qui accompagnera la PS5 Pro. Les ambitions pour une seconde version, potentiellement baptisée PSSR 2, sont claires : atteindre une fluidité et une définition d'image encore supérieures, notamment pour les titres les plus exigeants à venir.

Des objectifs de performance élevés pour la future version

Les rumeurs et déclarations pointent vers une volonté de Sony de proposer une expérience de jeu en 4K à 120 images par seconde (FPS) de manière constante, et même d'explorer la 8K à 60 FPS grâce à cette future technologie PSSR. Pour rappel, le PSSR actuel, qui sera introduit avec la PS5 Pro, utilise une résolution de base de 864p (1536 x 864 pixels) pour ensuite la convertir en 4K grâce à l'intelligence artificielle. Cette approche permet déjà d'améliorer significativement la qualité visuelle tout en optimisant les ressources, comme nous l'évoquions concernant les dessous de la PS5 Pro.

L'un des défis de la version actuelle du PSSR, selon certaines fuites, serait sa tendance à limiter le frame rate maximal. Par exemple, un jeu tournant nativement à 55-60 FPS sur PS5 Pro pourrait, avec le PSSR activé, atteindre 70-80 FPS, mais sans parvenir à franchir la barre des 100 FPS. Le développement du PSSR 2 viserait donc à surmonter cette limitation en optimisant l'algorithme. Sony chercherait à développer un réseau neuronal (neural network) à la fois plus léger, plus rapide et visuellement plus performant. L'objectif est double : réduire la charge sur le matériel pour libérer de la puissance de calcul, tout en améliorant la qualité de l'upscaling. Cela permettrait d'atteindre des cibles de performance telles que le 1080p et le 1440p à 120 FPS verrouillés, en plus des ambitieux 4K/120 FPS et 8K/60 FPS. Bien évidemment, ces améliorations seraient les bienvenues, voire indispensables, pour une éventuelle console portable. Si l'on considère les rumeurs évoquant une PS6 portable équipée d'un écran 1080p, il serait préférable de disposer d'une technologie d'upscaling capable de partir de basses résolutions pour obtenir un rendu et une fluidité corrects, malgré les contraintes de consommation et de chauffe imposées par ce type de matériel.

Une collaboration avec AMD et un horizon pour 2026

Ces travaux s'inscrivent dans une collaboration plus large entre Sony et AMD, notamment autour du « Project Amethyst ». Ce projet vise à développer conjointement des logiciels et du matériel d'IA pour les joueurs. Mark Cerny, l'architecte des consoles PlayStation, a confirmé que les modèles issus de ce projet ont servi au développement de la technologie FSR 4 d'AMD et qu'une évolution du PSSR, très proche du FSR 4, est prévue pour les jeux PS5 Pro de 2026. La priorité pour 2025 est de travailler avec les développeurs pour intégrer la version actuelle du PSSR dans leurs jeux. Le PSSR 2.0, ou son équivalent, bénéficierait du matériel d'apprentissage automatique de la PS5 Pro et d'un nouveau réseau neuronal pour offrir des performances comparables au FSR 4 sans nécessiter une « réarchitecture significative ».

MGEN conçoit son SI plateformisé sur le cloud public S3NS



La mutuelle MGEN parie sur la plateformisation de son système d'information dans le cloud public. Le chantier a été initié en 2023 en s'appuyant sur les services cloud de S3NS, joint-venture de Thales et de Google Cloud.

Le cloud souverain, une opportunité de contourner ou concurrencer les hyperscalers américains, qui à eux seuls détiennent 70% du marché cloud en France ? Rien n'est moins sûr. Microsoft et Google ont déjà riposté avec des offres dites de cloud de confiance.
Pour apporter des garanties en termes de protection contre l'extraterritorialité, les clouders ont signé des accords, à l'image de Google Cloud avec Thales dans le cadre de S3NS. Et dans le monde de l'assurance, la proposition convainc.

Une refonte SI motivée par le métier

Comme AGPM et Matmut (ou encore Club Med dans un autre secteur), le mutualiste MGEN a été un des premiers à signer avec S3NS en 2023. Le contrat s'inscrit dans un vaste chantier de transformation des infrastructures - auparavant on-premise.
L'évolution en profondeur du SI est une réponse IT à la réforme de la Protection Sociale Complémentaire (PSC) de la fonction publique. Elle prévoit de couvrir plus de 5 millions d'agents par un contrat collectif d'assurance santé d'ici le 1er janvier 2026.
Pour MGEN, la PSC est synonyme de concurrence accrue et de bouleversements au niveau de son modèle économique. Selon S3NS, la bascule de l'individuel vers le collectif impose ainsi à la mutuelle de "se différencier dans un marché en pleine standardisation."

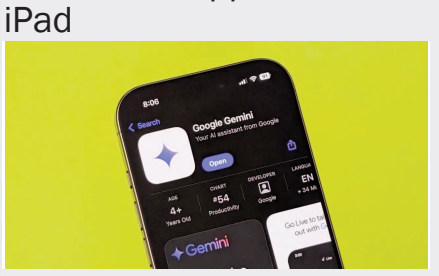
Parcours digitaux en marque blanche et écosystème modulaire

Pour soigner sa différenciation, l'entreprise modifie déjà depuis plusieurs années son système d'information. Dans une interview, Aurélien Barthe, Chief Data Officer de MGEN, signalait ainsi que 60% du SI avait été renouvelé en 5 ans.
La modernisation effectuée, la mutuelle a ainsi pu enclencher une seconde étape au travers de l'adoption du cloud public - et donc des services S3NS.
L'ambition affichée : disposer d'un "nouveau Système d'Information plateformisé." Par cette approche, MGEN prévoit d'être en capacité de "proposer des parcours digitaux en marque blanche et un écosystème modulaire, capable de s'intégrer et de s'interfacer avec d'autres mutuelles et acteurs de la santé."

S3NS se rapproche de SecNumCloud

D'après le DSI Arnaud Mejean, le prochain SI de MGEN doit pouvoir accueillir jusqu'à 6 millions de personnes. La mutuelle va dans ce cadre accéder aux produits cloud de Google, mais fournis par une société détenue majoritairement par Thales. Les deux partenaires assurent d'ailleurs que S3NS permet de conjuguer portefeuille de services, capacités d'analyse et d'IA de Google Cloud et "respect des exigences juridiques, techniques et opérationnelles de la qualification SecNumCloud". Le fournisseur cloud ne dispose pas encore de la qualification de l'Anssi. Il est toutefois dans la dernière ligne droite, promettait-il en avril lors de sa conférence annuelle à Paris. S3NS espère décrocher le SecNumCloud au troisième trimestre 2025.

Google Gemini dispose enfin d'une application iPad



LA NOUVELLE application iPad permet non seulement de discuter avec Gemini sur un écran plus grand, mais aussi d'effectuer plusieurs tâches à la fois avec d'autres applications.
Bien sûr, Gemini pour iPhone était déjà disponible sur la tablette Apple, mais elle s'exécutait en mode de compatibilité. Cela signifie qu'elle peut apparaître soit sur un écran réduit, de la taille de l'iPhone, soit dans une fenêtre plus grande et légèrement floue. Ces deux options sont peu esthétiques, peu intuitives et ne permettent pas d'exploiter pleinement la puissance de l'iPad.

iPad Pro M4 vs iPad Air M3 : quelle tablette Apple vous convient le mieux ?

Gemini pour iPad élimine ces limitations et offre toutes les fonctionnalités de l'IA de Google. Les abonnés Gemini Advanced et les utilisateurs gratuits peuvent effectuer les tâches suivantes :
Saisir ou énoncer sa requête Lancer Gemini Live pour des échanges fluides ;
Générer des images et des vidéos ;
Analyser des photos, des documents et d'autres fichiers ; Effectuer des recherches approfondies pour obtenir un rapport détaillé basé sur des sources en ligne ;
Utiliser le mode Canvas pour écrire et réviser du code et des documents en temps réel ; Créer un podcast généré par l'IA sur n'importe quel sujet ;
Lancement de Gemini pour les enfants : Ce qu'il faut savoir
Fonctionnalités multitâches
Grâce aux modes Split View et Slide Over, vous pouvez afficher l'application Gemini côte à côte avec une autre application.Par exemple, si vous souhaitez consulter votre photothèque pour importer une image afin qu'elle soit analysée par Gemini, lancez l'application Photos en parallèle avec l'application Gemini jusqu'à trouver la photo souhaitée.
Enfin, si vous n'avez jamais essayé l'outil de présentation audio, c'est le moment idéal pour le découvrir. Capable de générer un podcast animé par deux robots IA à voix humaine, cette fonctionnalité est désormais disponible pour les abonnés Gemini Advanced et les utilisateurs gratuits dans plus de 45 langues à travers le monde.
Avec Aperçu audio, vous pouvez importer des documents, des diapositives et même des rapports de recherche approfondie. Un bouton « Aperçu audio » apparaît au-dessus de l'icône du contenu importé. Appuyez dessus et Gemini créera le podcast.

La MaJ Gemini 2.5 Pro améliore les capacités de codage de l'IA de Google



LA MISE à jour devait être présentée lors de la conférence Google I/O. Mais Google l'a publiée plus tôt en réponse aux réactions positives des utilisateurs.
Google I/O, l'événement annuel pour les développeurs au cours duquel l'entreprise dévoile ses dernières et meilleures fonctionnalités, n'aura lieu que dans quelques semaines. Mais Google offre un aperçu des annonces de I/O avec le lancement de son dernier modèle d'IA.

Gemini 2.5 Pro Preview (I/O edition)

Mardi, Google a publié un accès anticipé à Gemini 2.5 Pro Preview (I/O edition), une version de Gemini 2.5 Pro qui a considérablement amélioré les capacités de codage - en particulier lors de la création d'applications web interactives, selon le communiqué.
La mise à jour est également destinée à améliorer le modèle pour d'autres tâches de codage, telles que
La transformation de code
L'édition de code
La création de flux de travail agentiques
La mise à jour du modèle devait être présentée lors de la conférence Google I/O, mais Google l'a diffusée plus tôt en réponse aux commentaires positifs.

Un parachutiste a filmé sa propre mort, il a oublié son parachute avant de sauter de l'avion !

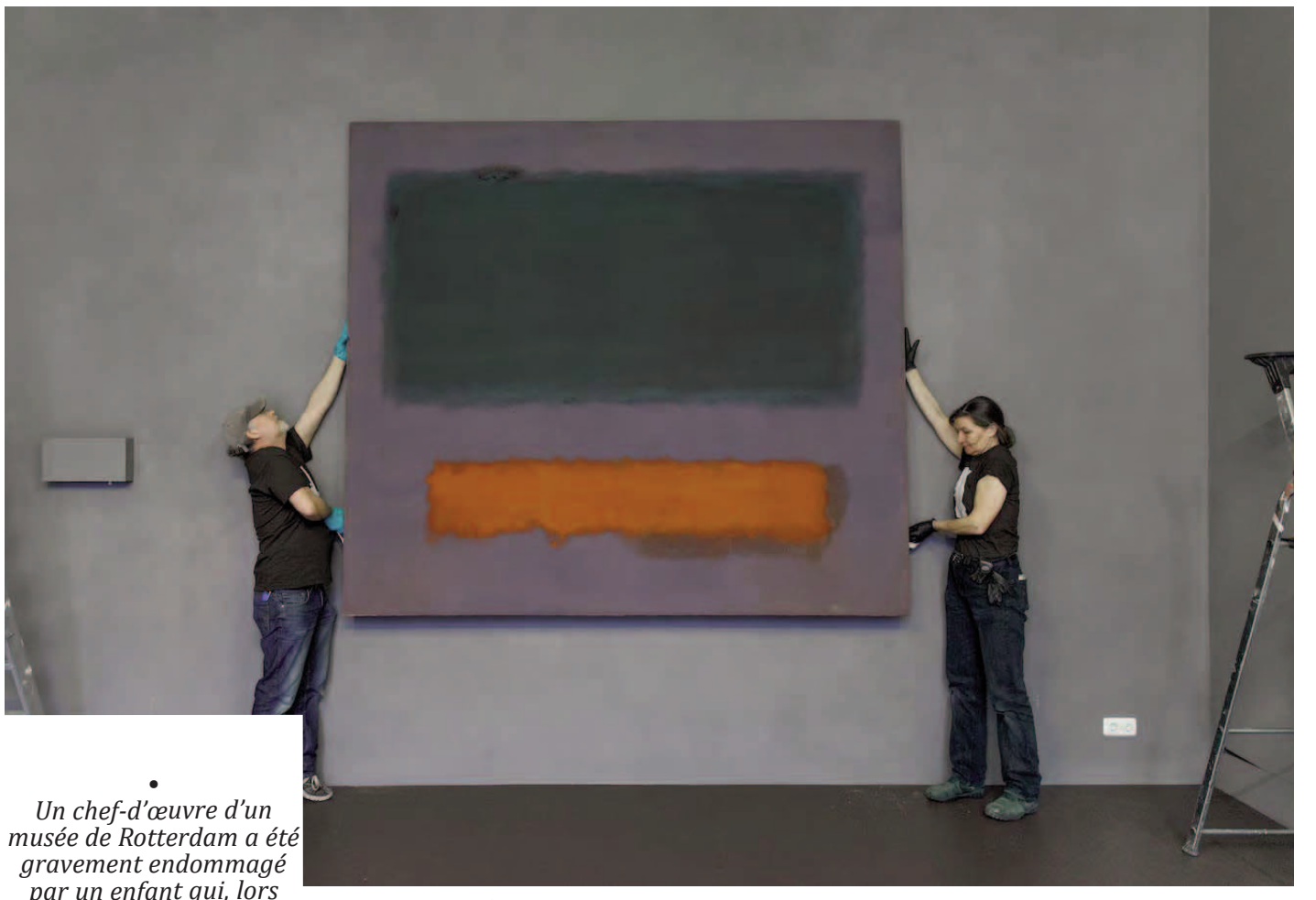


EN 1988, Ivan McGuire, un parachutiste expérimenté, se préparait pour un saut en chute libre afin de filmer un amateur et son instructeur, mais malheureusement, il a sauté de l'avion sans parachute. Selon les autorités, une vidéo n'a donné aucune indication à savoir si l'homme a glissé ou a volontairement sauté de l'avion.
La vidéo montre son équipier et l'élève avec lui pendant un certain temps. Puis, ils disparaissent brusquement de l'image puisqu'ils ont ouvert leurs parachutes tandis que l'homme a continué à aller vers le bas à une vitesse de 250 kilomètres par heure…

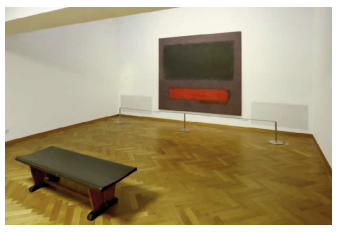
Il a été scientifiquement prouvé que moins vous en savez, plus vous pensez que vous savez !

C'EST l'effet Dunning-Kruger, cet effet est décrit par Wikipédia comme un biais cognitif dans lequel les individus non qualifiés souffrent de supériorité illusoire, ils sont incapables de reconnaître leur propre incompétence.
L'effet Dunning-Kruger était une étude faite par deux scientifiques de l'Université Cornell David Dunning et Justin Kruger en 1999.
Les participants ont été testés sur leurs compétences grammaticales, leurs capacités de raisonnement logique, ainsi que l'humour. Ceux qui étaient classés dans une partie nettement inférieure aux autres ont surestimé leurs propres capacités. Tandis que ceux qui avaient des capacités supérieures ont sous-estimé leurs compétences.

J Indépendant LE SAVIEZ VOUS



Un chef-d'œuvre d'un musée de Rotterdam a été gravement endommagé par un enfant qui, lors d'un "moment d'inattention", a griffé ce Rothko estimé entre 40 et 50 millions d'euros.



Un enfant endommage un tableau d'une valeur d'au moins 40 millions d'euros aux Pays-Bas

L'incident s'est produit ce printemps, confirme le Musée Boijmans Van Beuningen. "L'œuvre de Rothko 'Grey, Orange on Maroon, No. 8' a été endommagée. Plusieurs rayures superficielles sont visibles sur la couche picturale non vernie. Elles ont été causées par un enfant qui, dans un moment d'inattention, a griffé le dessous de l'œuvre", a déclaré un porte-parole de cette institution.

ÉMU AUX LARMES

En 2021, le tableau en question, réalisé en 1960, était au centre de l'exposition spéciale "Rothko en ik" ("Rothko et moi") au musée municipal de Schiedam. Les passionnés ont pu admirer le tableau, seuls dans une pièce fermée pendant dix minutes. Un moment fort qui a ému certains visiteurs jusqu'aux larmes.
Désormais, ils devront admirer le tableau avec ces dégâts en plus. "En collaboration avec des experts, nous étudions le problème afin de savoir comment le résoudre. Nous espérons que l'œuvre pourra être à nouveau présentée ultérieurement", a déclaré le porte-parole du musée.

LE "COUPABLE" DOIT PAYER

Ce Rothko n'est pas seulement l'un des tableaux les plus appréciés de la collection Boijmans, mais aussi l'un des plus chers. Il y a trois ans, le collectionneur d'art Bert Kreuk estimait que ce tableau - dans le cas théorique où il serait vendu - pourrait rapporter entre 40 et 50 millions d'euros. "Un Rothko à trois couleurs vaut de toute façon plus qu'un Rothko à deux couleurs", a-t-il précisé.
Les musées mettent généralement en place une procédure permettant de couvrir les frais de réparation auprès des visiteurs qui endommageraient des œuvres d'art.
Une assurance qui devrait donc être sollicitée dans ce cas.

"Un nouveau record mondial": le président des Maldives passe près de 15 heures en conférence de presse

LA CONFÉRENCE de presse aura duré près de 15 heures. Le chef de l'État des Maldives Mohamed Muizzu a battu le record détenu jusque-là par le dirigeant ukrainien Volodymyr Zelensky pour un tel événement, a affirmé dimanche la présidence des Maldives. La réunion menée par M. Muizzu, 46 ans, a débuté à 10H00 (05H00 GMT) samedi et duré 14 heures et 54 minutes, entrecoupée de brèves pauses et de prières, selon un communiqué de son bureau. "La conférence s'est prolongée au-delà de minuit, un nouveau record mondial pour un président, le président Muizzu ayant répondu continuellement aux questions des journalistes", a décrit le communiqué. En octobre 2019, une agence ukrainienne spécialisée dans les records avait affirmé qu'un événement du même type organisé par le président Volodymyr Zelensky, cette fois-là d'une durée de 14 heures, avait dépassé les sept heures apparemment inégalées de l'homme fort du Belarus, Alexandre Loukachenko.

Journée mondiale de la liberté de la presse

Le gouvernement de l'archipel de l'océan Indien a indiqué que cette séance de questions-réponses visait aussi à marquer la Journée mondiale de la liberté de la presse, qui avait lieu samedi.
Mohamed Muizzu "a reconnu le rôle essentiel de la presse dans la société et insisté sur l'importance d'une couverture journalistique factuelle, équilibrée et impartiale", a ajouté le communiqué. M. Muizzu, élu en 2023, entendait également marquer les deux places gagnées par son pays dans le classement mondial de la liberté de la presse publié par l'ONG Reporters sans frontières, les Maldives figurant désormais à la 104e place sur 180 nations. Lors de cette séance à rallonge, le chef de l'État a aussi répondu à des questions soumises à des journalistes par des habitants. Une vingtaine de journalistes étaient présents, selon le communiqué, qui précise que de la nourriture leur a été servie.

Autre record

Un des prédécesseurs de M. Muizzu avait décroché un autre record en organisant le premier conseil des ministres sous-marin de l'histoire en 2009, pour mettre en avant la menace représentée par la hausse du niveau de la mer qui pourrait engloutir ce pays de faible altitude.
L'ancien président Mohamed Nasheed s'était jeté dans l'océan Indien accompagné de ministres, tous en tenue de plongée, à l'occasion de cette réunion retransmise à la télévision.





Bientôt des sacs à main en cuir de T. Rex? des scientifiques promettent d'en créer d'ici fin 2025

DES ENTREPRISES se sont associées afin de créer des sacs en cuir de tyrannosaure d'ici la fin de l'année. Une prouesse qui devrait être rendue possible grâce à de petits fragments retrouvés sur des restes de ce gigantesque animal. Près de 66 millions d'années après sa disparition, le tyrannosaure pourrait faire son grand retour sous la forme de... sacs à main! C'est en tout cas le souhait d'une entreprise de fabrication de cuir en laboratoire, Lab-Grown Leather, de la société d'ingénierie moléculaire The Organoid Company, et de l'agence créative VML, qui promettent d'en créer d'ici la fin 2025. Un projet fou qui sonne comme un coup de pub mais qui poursuit des objectifs bien concrets.

Migrations: une carte trace les chemins vitaux de l'océan comme vous ne les aviez jamais vus



Baleines, tortues ou oiseaux, les habitants de l'océan ont leurs propres itinéraires. Des scientifiques ont publié une carte interactive montrant les schémas migratoires de plus de 100 espèces marines à travers le monde. L'objectif : protéger ces corridors essentiels, dans les eaux territoriales comme en haute mer.

Sur la liste déroulante de la plateforme MiCO (acronyme de "Connectivité Migratoire dans l'Océan"), nous avons sélectionné la baleine à bosse, humpback whale en anglais. Un planisphère s'est alors affiché à l'écran, traversé par des flèches rouges reliant des bulles de différentes nuances de vert.

La légende de la carte nous le confirme : ces tracés correspondent aux principaux déplacements des cétacés entre leurs zones de reproduction, d'alimentation et de repos.

Cette visualisation inédite reflète en fait une immense base de données, constituée par des scientifiques de l'université du Queensland en Australie et de l'université Duke aux États-Unis à partir des observations rapportées par des confrères et consœurs du monde entier au fil des ans (L. K. Bentley et al., Nature Communications, 2025).

Des itinéraires émaillés de dangers

En mettant au jour près de 2 000 habitats essentiels, cet outil permet aux autres scientifiques, mais aussi aux gouvernements et aux organisations internationales, de "comprendre comment les espèces marines migratrices se déplacent à travers les régions et les juridictions", résume l'écologue Lily Bentley dans un communiqué de l'université du Queensland (9 mai 2025).

"Couvrant 109 espèces, dont des oiseaux, des mammifères, des tortues et des poissons, MiCO rassemble des milliers de données provenant de plus de 1 300 sources afin de cartographier la façon dont les animaux marins traversent les océans du monde entier", détaille-t-elle.

Ainsi, les concepteurs de MiCO ont constaté que de nombreux animaux se déplaçaient tantôt dans les eaux nationales, tantôt en haute mer au cours de leur cycle de vie. Ce qui les exposait donc à diverses menaces d'un pays à l'autre, telles que la collision avec des navires de transport de marchandises.

"Pour protéger efficacement ces espèces, les nations doivent travailler ensemble", en déduit Lily Bentley.

Un outil précieux pour le traité sur la haute mer

Adopté en juin 2023, et signé depuis par 113 États, le traité sur la "conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, en haute mer" (connu sous le sigle anglais BBNJ) porte justement sur la protection de l'océan situé en dehors des zones économiques exclusives (ZEE) et du plateau continental des États côtiers (ministère de la Mer, 2025).

Or, "Les modèles du MiCO, disponibles gratuitement, ont déjà été identifiés comme un atout précieux pour la mise en œuvre de ce traité, en aidant les décideurs politiques à comprendre comment leurs pays et la biodiversité dont ils sont responsables sont liés à la haute mer", souligne le chercheur australien Daniel Dunn dans le communiqué.

Cet outil répond également à l'un des objectifs de la Convention sur les espèces migratrices, qui prévoyait en effet l'élaboration d'un "atlas mondial des migrations animales".

Toutefois, plus des deux tiers des espèces migratrices marines ne sont pas encore représentées sur la carte, faute de données suffisantes. "Notre objectif est de fournir la base de référence mondiale la plus complète possible sur la connectivité générée par les espèces migratrices marines, afin que les stratégies de conservation soient basées sur des données solides", promet le Dr Dunn.

Les 10% les plus riches responsables des deux tiers du réchauffement depuis 1990



UNE ÉTUDE inédite publiée dans Nature Climate Change révèle que l'élite mondiale a une empreinte carbone démesurée : les 10% les plus aisés génèrent à eux seuls 66% des émissions liées au réchauffement. Les chercheurs pointent leurs modes de vie, mais aussi leurs investissements polluants.

Les 10% des personnes les plus riches de la planète sont responsables des deux tiers du réchauffement climatique depuis 1990, selon une étude quantifiant pour la première fois l'impact de la concentration des richesses privées sur les événements climatiques extrêmes.

"Nous établissons un lien direct entre l'empreinte carbone des individus les plus riches et les impacts climatiques", a déclaré à l'AFP Sarah Schongart de l'université de Zurich, autrice principale de cette étude publiée mercredi dans Nature Climate Change. "On passe ainsi de la comptabilité des émissions carbone à la responsabilité climatique", a-t-elle ajouté.

Les milliardaires américains et chinois, principaux coupables

Les émissions des 10% des personnes les plus riches en Chine et aux États-Unis, qui représentent à eux seuls près de la moitié de la pollution mondiale liée au carbone, ont chacune multiplié par deux ou trois les extrêmes de chaleur, indique l'étude. Et par rapport à la moyenne mondiale, 1% des plus fortunés ont contribué 26 fois plus aux vagues de chaleur centennales, et 17 fois plus aux sécheresses en Amazonie.

Pour arriver à ces conclusions, Mme Schongart et ses collègues ont combiné des données économiques et des simulations climatiques pour retracer les émissions des différents groupes de revenus mondiaux et évaluer leur impact sur des types spécifiques de phénomènes météorologiques extrêmes liés au réchauffement climatique. Les chercheurs ont également mis en évidence le rôle important des investissements financiers dans les émissions de gaz à effet de serre, et pas seulement la corrélation avec le mode de vie ou la consommation personnelle des personnes les plus riches.

Le G20 en échec sur la taxation des ultra-riches

"Une action climatique qui ne prendrait pas en compte les responsabilités démesurées des plus riches risque de passer à côté de l'un des leviers les plus puissants dont nous disposons pour réduire les dommages futurs", estime Carl-Friedrich Schleussner, directeur du Groupe de recherche intégré sur les impacts climatiques à l'Institut international d'analyse des systèmes appliqués, près de Vienne. Les détenteurs de capitaux, a-t-il noté, pourraient rendre des comptes de leurs impacts climatiques par le biais d'impôts progressifs sur la fortune et les investissements favorisant les émissions carbone.

Des recherches antérieures ont montré que la taxation des émissions liées aux actifs est plus équitable que les taxes carbone appliquées à l'ensemble de la population, qui ont tendance à peser sur les plus faibles revenus.

L'année dernière, le Brésil avait plaidé en faveur d'une taxe de 2% sur le patrimoine net des particuliers détenant plus d'un milliard de dollars d'actifs. Bien que les dirigeants du G20 aient convenu de "coopérer pour garantir une imposition efficace des personnes fortunées", les récentes initiatives sur cette question sont pour la plupart au point mort, notamment depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche.

www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
Quotidien national d'information
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger.

Tél. : (021) 67.07.48 / 49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :(021) 67.07.46

Publicité
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba

Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10

N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2025

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.



Allergie au soleil : photo, combien de temps ça dure ?

Les premiers symptômes se manifestent quelques minutes après l'exposition, sous forme de boutons.

Votre peau vous démange ? Des boutons apparaissent ? Des rougeurs ? Vous êtes probablement allergique au soleil. Cette allergie est le signe d'une réaction du système immunitaire à l'exposition aux rayons ultraviolets (UV). Si la majorité des crèmes solaires protègent la peau contre les UVB, elles ne protègent que partiellement contre les UVA. Les personnes dont le phototype de la peau est le plus clair sont plus à risque d'en souffrir :

Les personnes à la peau claire
Les personnes âgées
Les enfants
Les femmes
Les femmes enceintes sont susceptibles de souffrir d'un masque de grossesse.
3 types d'allergies au soleil
Le terme "allergie solaire" regroupe trois manifestations différentes : la lucite, l'urticaire solaire et la photosensibilisation.

► La lucite estivale bénigne. Elle apparait moins de 12 heures après une exposition solaire intense. Elle atteint les zones exposées au soleil comme le décolleté, les bras, les épaules, le dessus des pieds, les jambes, etc. sous forme de petits boutons rouges qui démangent. "La lucite polymorphe se déclenche également plusieurs heures après l'exposition sous forme de vésicules qui apparaissent sur les zones exposées. Elle peut aussi apparaître avec de petits ensoleillements", rapporte le Dr Michael Naouri, dermatologue.

► L'urticaire solaire survient juste après le début de l'exposition. Il touche plus souvent les femmes entre 20 et 40 ans. Il se manifeste par des plaques d'urticaire et de vives démangeaisons. La personne ressent parfois une sensation de fourmillements et/ou de brûlures avant l'apparition des symptômes. D'autres symptômes peuvent apparaître ensuite comme des maux de tête, une sensation de malaise. Le rythme cardiaque peut s'élever et une hypotension est possible.

► La photosensibilisation chimique est le résultat de la rencontre entre les rayons du soleil et un produit chimique comme un médicament. Les médicaments peuvent provoquer des réactions anormales de la peau lors de l'exposition de tout ou partie du corps aux rayonnements UV. Ces médicaments sont dits photosensibilisants lorsqu'ils font changer la peau de couleurs ou d'aspect.

Combien de temps ça dure ?

Généralement, les symptômes d'une allergie au soleil régresse spontanément dès l'arrêt de l'exposition :

► en moins de 24 heures s'il s'agit d'un urticaire lié au soleil

► en 5 à 15 jours en cas de lucite, à condition de ne pas se ré-exposer au soleil.

Traitements : que faire en cas d'allergie au soleil ?

La première chose à faire si une allergie se déclare c'est de se mettre à l'ombre et de ne plus s'exposer au soleil. Pour diminuer les sensations de brûlures, il est aussi conseillé de pulvériser généreusement une eau thermale apaisante plusieurs fois par jour. Si les démangeaisons sont importantes, un médecin peut prescrire une crème à base de corticoïdes et des antihistaminiques. Il existe aussi des crèmes à base de calendula ou d'aloe vera pouvant apaiser les démangeaisons. En homéopathie, les remèdes conseillés sont Muriaticum Acidum 7 CH, 3 granules 3 fois par jour jusqu'à résolution des symptômes + Apis Mellifica 5 CH, 3 granules toutes les heures tant que les lésions persistent. Tous comme les adultes, les enfants peuvent souffrir d'une allergie au soleil. Il faut les protéger avec de l'indice 50, en remettre régulièrement, éviter les heures les plus chaudes et les exposer très progressivement au soleil.

Aloe vera : gel, actions, pour soulager un coup de soleil ?

L'aloe vera (aloès) est une plante succulente qui contient du gel et du latex. Il a de nombreux bienfaits pour la peau, notamment pour enlever "le feu" d'un coup de soleil, soulager l'acné ou l'herpès. Voir toutes ses utilisations.

Comment éviter l'allergie au soleil ?

Pour éviter une allergie au soleil, il faut couvrir la peau pour qu'elle ne soit pas exposée :

mettre un tee-shirt qui protège les bras, le décolleté aussi

porter un chapeau à large bord pour le visage

protéger les jambes, les pieds et toujours avoir une crème solaire (indice 50 minimum) "qui protège des UVA et UVB" préconise le dermatologue et renouveler l'application toutes les 2 heures.

► Les médicaments caroténoïdes peuvent représenter une aide importante pour les personnes gênées par le soleil. Ils doivent être pris 1 à 2 semaines avant le début de l'exposition et pendant l'exposition. Ils sont vendus en pharmacie sans ordonnance : l'avis du médecin reste néanmoins conseillé.

► L'acide para amino-benzoïque est conseillé pour la prévention de la lucite estivale bénigne. Le traitement doit débuter 15 jours avant le début de l'exposition solaire et se prolonger pendant la durée de l'exposition. La vitamine PP est également parfois conseillée pour soulager l'allergie au soleil.

► "Les antipaludéens de synthèse représentent le traitement de référence pour la prévention des lucites. Le traitement doit être débuté 7 jours avant le début de l'exposition et poursuivi pendant la durée de l'exposition", détaille le Dr Naouri. Un bilan ophtalmologique est nécessaire avant la mise en route du médicament.

► Les médicaments antihistaminiques sont utiles pour la prévention des symptômes de l'urticaire solaire ou des lucites bénignes mais également pour atténuer les effets des manifestations cutanées. Les médicaments antihistaminiques s'opposent aux effets de l'histamine substance inflammatoire libérée lors de la réaction allergique. Attention : les médicaments antihistaminiques peuvent provoquer des effets secondaires dont le plus connu est la somnolence. Même si les antihistaminiques de 2e génération provoquent moins d'effets secondaires, certains allergiques signalent malgré tout ces effets. Certains antihistaminiques sont contre-indiqués à certaines périodes de la grossesse. Les crèmes à la cortisone peuvent permettre de soulager les démangeaisons et de diminuer l'intensité de l'éruption.

Cette astuce simplissime pour faire 10 000 pas par jour sans s'en rendre compte

ON ATTEINT vite cet objectif si on saisit toutes les opportunités pour s'activer.

Si la barre des 10 000 pas par jour n'est pas une recommandation officielle de l'Organisation mondiale de la santé, marcher suffisamment durant sa journée contribue à rester en bonne santé. "Pour un effet significatif et notamment sur le plan cardiovasculaire, le minimum à faire est au moins 4 000 pas par jour. Mais évidemment plus on marche mieux c'est ,on arrive vite à 10 000 pas. La première chose à faire -et c'est à la portée de tous- est de marcher quand vous parlez au téléphone, que ce soit au bureau, à la maison ou en déplacement. "Mobile ou fixe, on a libéré le téléphone de ses fils, profitez-en et n'allez pas vous enchaîner à votre chaise, divan ou fauteuil", conseille le Dr Eric Griez, médecin psychiatre, auteur de "La marche thérapie contre le stress" (éd. Eyrolles). On fait environ 100 pas par minute, donc si on reste 15 minutes au téléphone, on aura fait 1 500 pas. En plus de cette bonne astuce, les suivantes, toutes aussi simples, vous feront marcher sans même que vous vous en rendiez compte.

► Préférez les escaliers aux escalators ou à l'ascenseur. "Les escaliers vous font faire un pas par marche, et ce pas est d'autant plus efficace qu'il demande le travail supplémentaire de déplacer votre corps dans le plan vertical", poursuit-il.

► Dans les transports, plutôt que d'attendre immobile votre bus ou votre train, faites les cent pas à l'arrêt, ou sur le quai, ou dans la gare. De la même façon, pensez à descendre du bus un arrêt plus tôt et allez le prendre un arrêt plus loin.

► En voiture, garez-vous plus loin. "Si vous êtes sur un parking, mettez votre voiture au plus loin de la sortie piétons ou de l'entrée du magasin. Vous trouverez plus facilement un emplacement libre et vous aurez la possibilité de marcher quelques dizaines ou centaines de mètres."

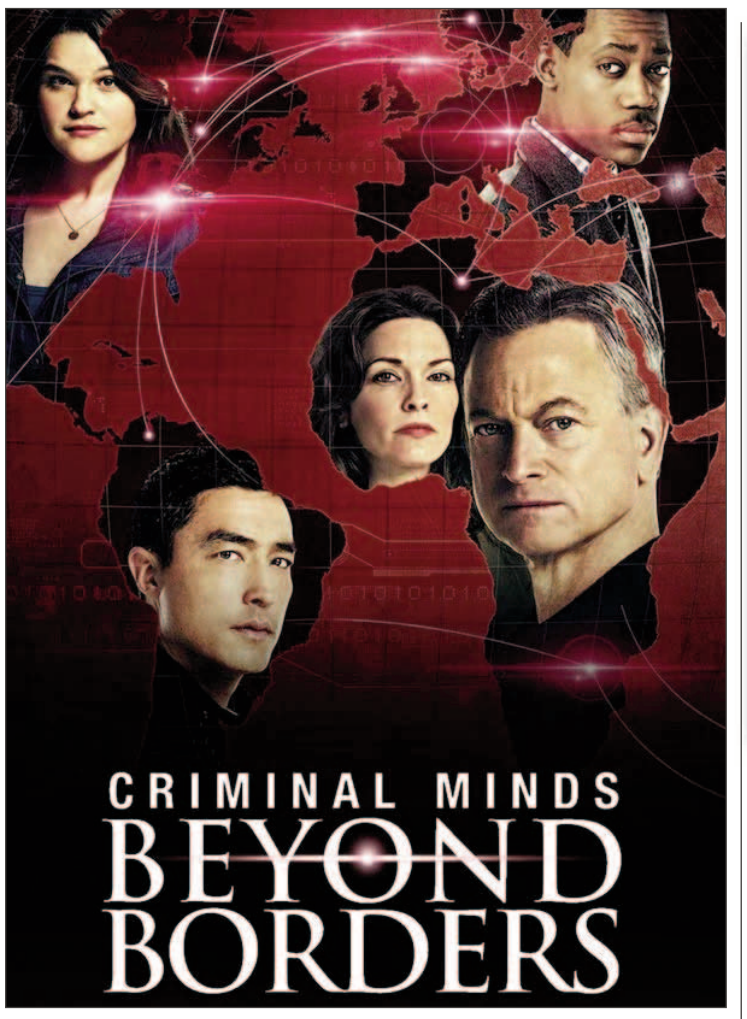
► Au travail, prenez l'habitude d'utiliser les toilettes les plus éloignées de l'endroit où vous êtes. Servez-vous de l'imprimante à l'autre bout du couloir. De même pour la fontaine à eau. Faites des réunions debout. Privilégiez les déplacements plutôt que les appels ou les tchats avec vos collègues.

► Au supermarché, allez d'un endroit à l'autre de façon désordonnée au lieu de parcourir les rayons de manière logique.

► Devant la télé : "un cardiologue donnait ce conseil à ses patients : au lieu de garder précieusement la télécommande à votre portée (ce pour quoi, malheureusement, elle a été conçue), songez toujours à la placer loin de vous. Vous vous forcerez ainsi à devoir vous lever pour changer de chaîne. Mieux encore : faites un détour pour aller la chercher."

► A la maison, étalez vos tâches ménagères plutôt que de nettoyer de fond en comble pendant toute une journée ainsi vous échelonnez vos efforts physiques : un jour, vous passez l'aspirateur (avec de la musique pour bouger encore plus), le lendemain, vous faites une session repassage (vous piétinez mais ça compte), le lendemain, c'est au tour des vitres et ainsi de suite...

De façon générale, retenez que le plus important est de bouger au moins peu chaque jour et d'avoir le réflexe de se lever dès qu'on est assis depuis trop longtemps.













JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

22h40 Série policière Etats-Unis - 2016 — TF1
Esprits criminels

21h05 Histoire - France 2025 — France 2
Aux origines, l'esclavage

21h00 Série dramatique - (2024 Etats-Unis) — 6ter
9-1-1

21h05 Comédie dramatique Etats-Unis — CANAL+
Anora

20h50 Film d'action — W9
Etats-Unis - 2010
Salt

20h55 Cinéma — CINE+ FRISSON
Etats-Unis - 2014
Birdman

21h05 Film d'action — 6ter
Etats-Unis - 1990
Jours de tonnerre

21h00 Drame - France 2023 — CINE+ PREMIER
La passion de Dodin Bouffant

21h10 Rugby : Super Rugby Pacific — CANAL+ SPORT
Crusaders / Chiefs

21h00 Comédie musicale 2024 — CINE+ CINEMA
Emilia Pérez

20h50 Film pour la jeunesse — CANAL+ family
Suisse - Allemagne 2015
Heidi

21h15 Société — TMC
France - 2025
Indémodable n° 2 : Les dessous du tapis rouge

21h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série de suspense (Grande-Bretagne - 2021)
Saison 1 - Épisode 1/2/3

Time

Plusieurs détenus ont appris que le fils de McNally purge une peine dans un autre pénitencier pour un délit mineur. Ils proposent à Eric de le protéger en échange de certains services. Harcelé par un autre détenu, Mark refuse de son côté de se laisser aller à la violence. Après le suicide de Bernard, il partage sa cellule avec un ancien étudiant qu'il a connu par le passé.

22h22

Série humoristique (France - 2023)
Saison 1

Enterrement de vie de garçon

Dans la salle d'attente de l'hôpital où Mona travaille, Paul interroge Adib sur les circonstances de la mort de son frère. Pendant ce temps, Noah lutte contre sa timidité pour exprimer ses sentiments à Mona.
Le groupe d'amis escalade le mur du cimetière. Ils se retrouvent devant la tombe où aurait dû être inhumé Daniel. Paul leur fait une annonce surprenante.

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:31	12:25	16:15	19:28	21:07
CONSTANTINE	03:38	12:30	16:18	19:32	21:09
ALGER	03:53	12:44	16:32	19:45	21:22
OUARGLA	04:01	12:35	16:16	19:28	20:58
CHLEF	04:00	12:51	16:39	19:52	21:30
MOSTAGANEM	04:06	12:56	16:43	19:57	21:33
ORAN	04:10	12:59	16:46	19:59	21:36

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8187 — MARDI 13 MAI 2025

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	20°	15°
Oran	19°	15°
Constantine	23°	9°
Ouargla	30°	16°

GUERRE NUMÉRIQUE

Le nouveau front médiatique

Dans un monde où les conflits se jouent aussi dans les récits, les images et les algorithmes, la bataille pour la vérité devient plus complexe que jamais. Réunis à l'Ecole nationale supérieure de journalisme à Alger, universitaires, chercheurs et spécialistes ont tiré, hier, la sonnette d'alarme en indiquant qu'à l'ère du numérique, les guerres sont aussi médiatiques et les journalistes doivent se préparer à y faire face avec rigueur, éthique et lucidité.



La Pr Kherfia Djoudi, présidente du colloque et spécialiste en médias numériques et analyse du discours, a affirmé que «ce que nous vivons, actuellement, ce n'est pas simplement une mutation médiatique, c'est une reconfiguration profonde du rôle de l'information dans les conflits contemporains. Les guerres ne se racontent plus seulement, elles se fabriquent dans les récits, les émotions et les écrans», et ce lors de son allocution d'ouverture du colloque intitulé «La mutation des médias numériques à l'ère du numérique».

Pour elle, l'objectif de ce rendez-vous scientifique consiste à réfléchir collectivement aux pratiques médiatiques numériques en contexte de guerre, interroger les logiques de manipulation et de biais, et proposer des clés de lecture face à une désinformation devenue systémique.

Prenant pour exemple la guerre en cours à Gaza, elle a évoqué un «véritable basculement médiatique», révélateur d'un écart croissant entre le réel et sa représentation médiatique. «Ce conflit a mis en lumière une fracture profonde dans le traitement de l'information. D'un côté, les récits des victimes, de l'autre, la froideur ou la complicité silencieuse de certains grands médias. Entre les deux, les réseaux sociaux comme terrain de bataille», a-t-elle expliqué.

La présidente du colloque a également affirmé avec conviction qu'»il faut enseigner aux futurs journalistes comment interroger les sources, lire entre les lignes des images et détecter les récits intentionnels derrière les séquences anodines. La guerre de demain se prépare dans les écoles de journalisme».

Dans le prolongement de cette réflexion, l'universitaire Meriem Derbane a relevé l'imbrication croissante entre médias numériques, géopolitique et psychologie collective. «Il faut comprendre que ces plates-formes, à commencer par X, TikTok ou Instagram, ne sont plus de simples relais. Elles sont devenues des outils d'influence puissants, capables d'orienter les émotions, d'alimenter des récits alternatifs, ou au contraire de les neutraliser», a-t-elle indiqué.

Elle a souligné le rôle central des émotions dans la fabrication de l'opinion publique, en particulier en temps de guerre, affirmant que «la diffusion d'une image ou d'une séquence vidéo, même sortie de son contexte, peut provoquer un basculement massif des perceptions. Nous assistons à une guerre cognitive où la rapidité de l'émotion prime sur la vérification».

De son côté, Yasmine Benammar a concentré son intervention sur les mécanismes de désinformation déployés de façon industrielle sur les réseaux.

Pour elle, la propagande numérique n'est ni spontanée ni désorganisée, bien au contraire elle est scénarisée, calibrée et exécutée selon des logiques précises. Elle cite notamment la stratégie de communication de l'occupant sioniste depuis le début de l'agression contre Gaza, déclarant que «nous sommes face à une machinerie narrative qui transforme les bourreaux en victimes, détourne les images, noie les faits dans un flot de contenus falsifiés, amplifiés par des algorithmes aveugles».

Elle a également alerté sur la facilité avec laquelle les infox pénètrent l'espace public, dans un contexte où l'attention des utilisateurs est fragmentée, leur vigilance affaiblie et où la vérification devient quasi impossible à l'échelle de la vérité.

Elle a ajouté qu'»une guerre se mène aussi dans les pixels et les métadonnées. Et pour l'instant, le journalisme classique est en retard sur ce terrain».

Sihem Bounabi

ORAN SOUS LE CHOC

Un homme arrêté pour des abus sur plus de 40 enfants

UN INDIVIDU a été arrêté dans la commune de Hassi Bounif, à Oran, dans le cadre d'une enquête sur des agressions sexuelles présumées sur des mineurs. Cette arrestation fait suite à la diffusion d'une vidéo à caractère criminel particulièrement choquante, dans laquelle l'individu est supposé être impliqué. La vidéo, qui a rapidement fait le tour des réseaux sociaux, a suscité une vive réaction de la part de la population locale, choquée par la gravité des faits exposés. L'individu interpellé est soupçonné d'avoir abusé de plusieurs enfants. Des informations non officielles circulent, évoquant un nombre de victimes élevé, bien que les autorités n'aient pour l'instant confirmé aucun chiffre précis. Selon certaines sources, l'agresseur aurait utilisé la menace et la coercition pour empêcher ses victimes de dénoncer les faits, et aurait enregistré des vidéos pour faire pression sur elles. L'arrestation a été rendue possible grâce à une collaboration rapide entre les services de police et la population locale, qui a apporté des informations cruciales. Des appels à la vigilance et à la solidarité ont été lancés par de nombreux habitants, soulignant l'importance de se tenir informé et de protéger les enfants des dangers présents dans certaines zones sensibles.

Hamid B.

TIZI OUZOU

Alerte à la leptospirose

DEPUIS le début de l'année 2025, la wilaya de Tizi Ouzou a enregistré 16 cas de leptospirose, dont 3 décès. C'est ce qu'a indiqué hier un cadre des services de la Direction de la santé et de la population (DSP) lors d'une rencontre de sensibilisation. Cet événement s'est tenu à la bibliothèque communale de Timizart, dans la daïra de Ouaguenoun, et a été organisé par l'APC de Timizart en collaboration avec l'EPSP de Ouaguenoun. L'objectif de cette rencontre était de sensibiliser les citoyens aux risques liés à l'épidémie, principalement provoquée par le rat, un rongeur qui prolifère dans les zones où il trouve de la nourriture, notamment autour des décharges publiques. Bien que la présence des rats ne soit pas nouvelle, leur multiplication a atteint des niveaux inédits ces dernières années. De plus, avec l'arrivée de l'été, ces rongeurs attirent leur principal prédateur, le serpent, ce qui renforce la nécessité d'une vigilance accrue dans les jours à venir.

Saïd Tissegouine

LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT

Bivouac interdit à Blida et Tipaza

ALORS que la saison estivale approche, les autorités des wilayas de Blida et de Tipasa renforcent leur dispositif de prévention contre les incendies de forêt. Les walis Brahim Ouchene et Ali Moulai ont émis de nouveaux arrêtés interdisant strictement le camping, le bivouac et tout feu dans les zones forestières, sous peine de sanctions sévères. Les arrêtés pris par les deux responsables des wilayas concernées prévoient notamment l'infliction d'amendes et la mise en fourrière de tout véhicule se trouvant à l'intérieur d'une zone forestière, en cas de commission d'actes classés dangereux pour l'environnement, susceptibles d'affecter les forêts ou de provoquer des départs de feu. Les textes mentionnent une interdiction totale de camper à l'intérieur des forêts situées dans les deux wilayas, en plus d'interdire à quiconque d'y allumer un feu durant la période allant du 1er mai au 31 octobre. Il convient de souligner que le premier arrêté portant interdiction de se rendre, de circuler ou de bivouaquer dans le domaine forestier durant la campagne de protection contre les incendies avait été signé le 4 juillet 2022. Depuis, il est reconduit chaque année pendant la saison estivale À Tipasa, Amel Mokrani, cheffe de service de la protection de la faune et de la flore à la Conservation des forêts, souligne que cette mesure réglementaire a largement contribué à la réduction du nombre de départs de feu. Une affirmation étayée par les bilans enregistrés ces dernières années. Elle a également précisé que le recours à ces mesures préventives répond à l'objectif de limiter les départs de feu qui peuvent devenir dévastateurs, à l'instar de l'incendie survenu à Gouraya en 2020, où deux personnes ont trouvé la mort. Dans le même ordre d'idées, le conservateur des forêts de la wilaya de Blida a déclaré que cette décision, signée par le wali Brahim Ouchene, s'inscrit dans les efforts déployés pour réduire les risques des incendies, lesquels causent chaque année d'importants dégâts aux ressources forestières. Le responsable a également appelé les citoyens à respecter la loi et à s'impliquer activement dans la campagne de lutte contre les feux de forêt. Ces décisions, au même titre que les autres mesures entreprises, ont contribué de manière significative à la baisse du nombre d'incendies et des pertes enregistrées durant la saison estivale 2024, qui n'a vu la destruction que de 57 hectares de couvert végétal.

T. Bouhamidi